



L'ÉTAT DE L'UNION

2020

*par Ursula von der Leyen,
Présidente de la Commission européenne*

Bruxelles | Le 16 septembre

#SOTEU

ec.europa.eu/soteu2020

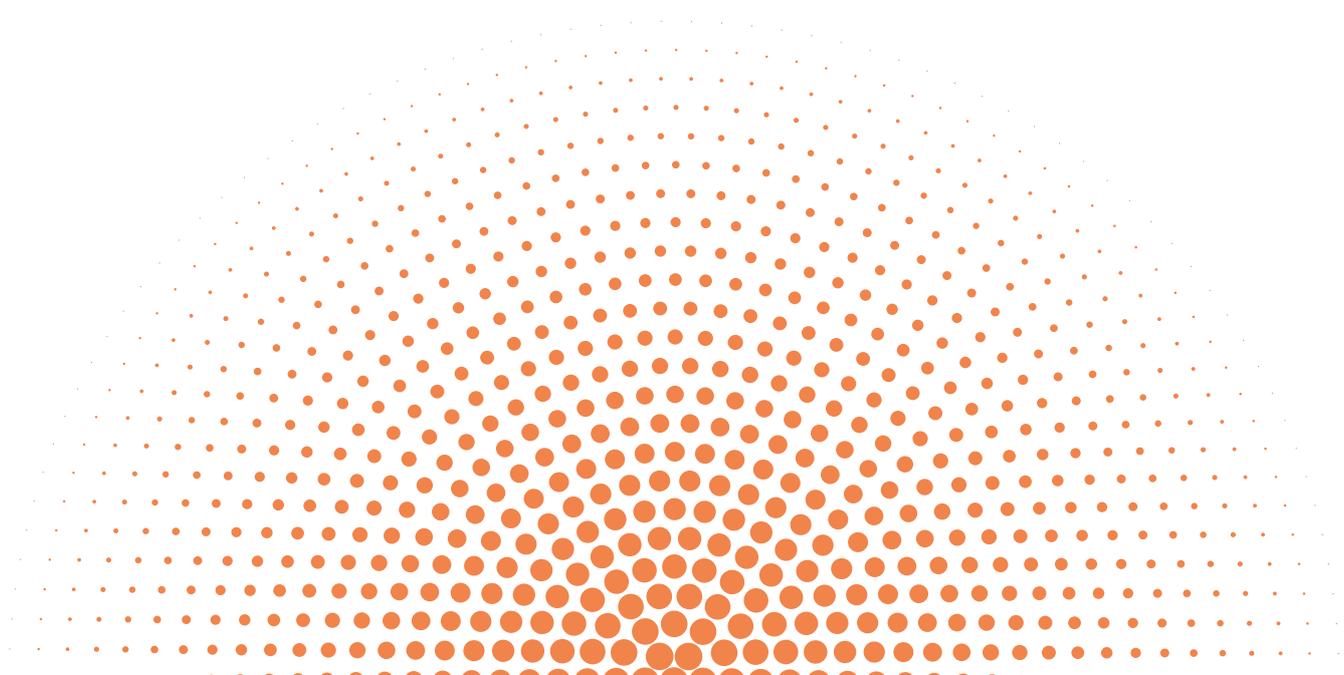
FR

Chaque année, en septembre, le président ou la présidente de la Commission européenne prononce devant le Parlement européen un discours sur l'état de l'Union, dans lequel il ou elle dresse le bilan de l'année écoulée et présente les priorités pour l'année à venir. Il ou elle y expose également la manière dont la Commission européenne s'attaquera aux défis les plus pressants de l'Union. Le discours est suivi d'un débat en plénière. C'est ainsi que débute le dialogue avec le Parlement européen et le Conseil en vue de préparer le programme de travail de la Commission pour l'année suivante.

Ancré dans le traité de Lisbonne, le discours sur l'état de l'Union est défini dans l'accord-cadre de 2010 sur les relations entre le Parlement européen et la Commission européenne. Cet accord exige également que le président ou la présidente de la Commission européenne envoie au président du Parlement européen et à la présidence du Conseil une lettre d'intention détaillant les mesures législatives, et d'autres initiatives, que la Commission entend prendre avant la fin de l'année suivante.

Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a prononcé son premier discours sur l'état de l'Union le 16 septembre 2020.

Tous les documents peuvent être consultés à l'adresse suivante: <http://ec.europa.eu/soteu2020>.



SOMMAIRE

Discours sur l'état de l'Union 2020	4
Lettre d'intention adressée au Président David Maria Sassoli et à la Chancelière Angela Merkel	23
La Commission von der Leyen: bilan de la première année	29
Réalisations	30
1. Les 100 premiers jours	32
2. La réaction sans précédent de l'Europe face à une crise inédite	37
3. Après la pandémie, une Europe meilleure	42
Chronologie	45

ÉTAT DE L'UNION 2020

Discours sur l'état de l'Union
2020



CONSTRUIRE LE MONDE DANS LEQUEL NOUS VOULONS VIVRE: UNE UNION PLEINE DE VITALITÉ DANS UN MONDE D'UNE GRANDE FRAGILITÉ

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les députés,

L'un des esprits les plus courageux de notre époque, Andreï Sakharov - un homme tant admiré par ce Parlement - parlait toujours de sa **foi inébranlable dans la force cachée de l'esprit humain**.

Au cours de ces six derniers mois, les Européens ont montré toute cette force.

Nous l'avons vu avec les soignants qui ont emménagé dans les maisons de retraite pour s'occuper des malades et des personnes âgées.

Avec les médecins et les infirmières qui sont devenus des membres de la famille pour les malades arrivés à leur dernier souffle.

Avec tous les travailleurs de première ligne qui jour et nuit, semaine après semaine, ont pris des risques pour nous tous.

Leur empathie, leur courage et leur sens du devoir nous inspirent. Et je voudrais commencer ce discours en leur rendant hommage.

Leurs histoires sont aussi très révélatrices de l'état de notre monde et de l'état de notre Union.

Elles témoignent de la puissance de l'humain et du sentiment de deuil qui subsisteront longtemps dans notre société.

Et elles nous **révèlent la fragilité de tout ce qui nous entoure**.

Un virus mille fois plus petit qu'un grain de sable nous a rappelé combien la vie peut être vulnérable.

Ce virus a mis à nu les failles de nos systèmes de santé et les limites d'un modèle qui privilégie la richesse plutôt que le bien-être.

Il a mis en lumière la fragilité de notre planète, que nous constatons chaque jour avec la fonte des glaciers, les incendies de forêts et, aujourd'hui, une pandémie mondiale.

Il a changé la façon même dont nous nous comportons et communiquons - en nous obligeant à garder nos distances, le visage derrière un masque.

Il nous a montré **à quel point notre communauté de valeurs est fragile en réalité** - et la rapidité avec laquelle elle peut être remise en question dans le monde, et même ici, dans notre Union.

Mais nos citoyens veulent sortir de ce monde du coronavirus, sortir de cette fragilité, sortir de l'incertitude. Ils sont prêts à changer et prêts à aller de l'avant.

Et, pour l'Europe, le moment est venu d'agir.

.....

“ Pour l'Europe, le moment est venu d'agir. Pour l'Europe, le moment est venu de montrer la voie à suivre afin de sortir de cette fragilité pour acquérir une vitalité nouvelle.

.....





Pour l'Europe, le moment est venu de montrer la voie à suivre afin de **sortir de cette fragilité pour acquérir une vitalité nouvelle**. C'est de cela dont je veux parler aujourd'hui.

Mesdames et Messieurs les députés,

Si je tiens ces propos, c'est parce que, ces derniers mois, nous avons redécouvert la **valeur de ce que nous avons en commun**.

En tant que personnes, nous avons tous **sacrifié** une part de notre liberté individuelle pour la sécurité des autres.

Et en tant qu'Union, nous avons tous **partagé** une partie de notre souveraineté pour le bien commun.

Nous avons transformé la peur et les divisions entre États membres en **confiance** dans notre Union.

Nous avons montré ce qui est possible lorsque nous nous faisons **confiance** les uns aux autres et que nous faisons **confiance** à nos institutions européennes.

Et ainsi, nous choisissons non seulement de réparer et de nous rétablir ici et maintenant, mais aussi de créer un mode de vie meilleur pour le monde de demain.

C'est la raison d'être de l'instrument de relance NextGenerationEU.

Nous avons maintenant l'occasion **de façonner le changement plutôt que de le subir suite à une catastrophe ou à un diktat venu d'ailleurs**.

.....

“ **C'est la raison d'être de l'instrument de relance NextGenerationEU. Nous avons maintenant l'occasion de façonner le changement plutôt que de le subir suite à une catastrophe ou à un diktat venu d'ailleurs.**

.....

De sortir plus forts de l'épreuve en **créant des perspectives** pour le monde de demain, et non **pas en établissant simplement des plans d'urgence** pour le monde d'hier.

Nous avons tout ce qui est nécessaire pour y parvenir. Nous avons balayé les vieilles excuses et les zones de confort qui nous ont toujours retenus. Nous avons la **vision**, nous avons le **plan**, nous avons les **investissements**.

Il est **désormais temps de nous mettre au travail**.

Ce matin, j'ai envoyé au président Sassoli et à la chancelière Merkel – qui représente la présidence allemande – **une lettre d'intention** décrivant les projets de la Commission pour l'année à venir.

Je ne présenterai pas toutes les initiatives aujourd'hui, mais je souhaite aborder les points sur lesquels notre Union doit se concentrer au cours des douze prochains mois.

SORTIR DE LA CRISE ENSEMBLE: TENIR LES PROMESSES DE L'EUROPE

Mesdames et Messieurs les députés,

Les Européens souffrent encore.

C'est une période de profonde anxiété pour des millions de citoyens qui s'inquiètent de la santé de leur famille, de l'avenir de leur emploi ou simplement de survivre jusqu'à la fin du mois.

La pandémie – et l'incertitude qui l'accompagne – n'est pas terminée. Et la relance en est encore à ses débuts.

Notre première priorité est donc de nous aider mutuellement à sortir de la crise. D'être là pour ceux qui en ont besoin.

Grâce à notre économie sociale de marché sans égale, l'Europe est précisément à même de le faire.

Il s'agit avant tout d'une **économie humaine** qui **nous protège** contre les grands risques de la vie – la maladie, les accidents de la vie, le chômage ou la pauvreté. Elle **offre une stabilité** et nous aide à mieux absorber les chocs. Elle **crée des opportunités et de la prospérité** en promouvant l'innovation, la croissance et des conditions de concurrence équitables.

Jamais cette **promesse durable de protection, de stabilité et d'opportunité** n'a été plus importante qu'aujourd'hui.

Permettez-moi de vous expliquer pourquoi.

Premièrement, l'Europe doit continuer à protéger les vies et sauver les emplois.

C'est d'autant plus important au milieu d'une pandémie qui ne montre aucun signe d'affaiblissement.

Nous savons à quelle vitesse le nombre de cas peut augmenter et échapper à tout contrôle. Nous **devons donc continuer à affronter cette pandémie avec la plus grande prudence, la plus grande responsabilité et la plus grande unité.**

Au cours des six derniers mois, nos systèmes de santé et nos travailleurs ont fait des miracles.

Chaque pays s'est efforcé d'agir le mieux possible pour ses citoyens.

Et l'Europe a fait davantage ensemble que jamais auparavant.

Lorsque des États membres ont fermé leurs frontières, nous avons créé des voies réservées pour les marchandises.

Lorsque plus de 600 000 citoyens de l'Union ont été bloqués dans toutes les parties du monde, l'UE les a rapatriés.

Lorsque certains pays ont décrété des interdictions d'exportation pour des produits médicaux essentiels, nous y avons mis fin et nous avons veillé à ce que le matériel médical essentiel arrive là où il était nécessaire.

Nous avons travaillé avec les industriels européens pour accroître la production de masques, de gants, de tests et de respirateurs.

Notre mécanisme de protection civile a permis à des médecins roumains de traiter des patients en Italie ou à la Lettonie d'envoyer des masques à ses voisins baltes.

Et nous avons réalisé tout cela sans disposer des pleines compétences.

Pour moi, c'est une évidence: nous devons construire une Union européenne de la santé qui soit plus forte.



.....
“ **Pour moi, c'est une évidence: nous devons construire une Union européenne de la santé qui soit plus forte.**
.....

Pour commencer à concrétiser cette idée, nous devons maintenant tirer les premiers enseignements de la crise sanitaire.

Nous devons faire en sorte que notre nouveau programme «L'UE pour la santé» résiste à l'épreuve du temps. C'est pourquoi j'avais proposé d'augmenter les financements et je suis reconnaissante à ce Parlement d'être prêt à se battre pour obtenir davantage de fonds et pour remédier aux coupes budgétaires opérées par le Conseil européen.

.....
“ **Les Européens verront ainsi que notre Union est là pour protéger chacun d'entre nous.**
.....

Nous devons aussi **améliorer notre état de préparation et notre gestion des crises** liées aux menaces sanitaires transfrontalières.

Dans un premier temps, nous proposerons de renforcer le rôle et les pouvoirs de l'Agence européenne du médicament et de l'ECDC — notre centre de prévention et de contrôle des maladies.

Dans un deuxième temps, nous **créerons une agence de recherche et de développement biomédicaux avancés** au niveau européen, comme cela existe aux États-Unis. Cette nouvelle agence appuiera notre capacité et notre préparation face aux menaces et aux situations d'urgence transfrontalières, qu'elles soient d'origine naturelle ou intentionnelle. Nous avons besoin de réserves stratégiques pour réduire la dépendance de notre chaîne d'approvisionnement, notamment pour les produits pharmaceutiques.

Dans un troisième temps, il est plus manifeste que jamais que nous devons examiner la question des compétences en matière de santé. Et je pense qu'il s'agit là d'une tâche noble et urgente pour la Conférence sur l'avenir de l'Europe.

Et puisque nous avons connu une crise mondiale, nous devons en tirer des enseignements pour le monde entier.

C'est pourquoi, avec le Premier ministre Conte et la présidence italienne du G20, je convoquerai l'année prochaine un sommet mondial de la santé en Italie.

Les Européens verront ainsi que notre **Union est là pour protéger chacun d'entre nous.**

Et c'est exactement ce que nous avons fait en ce qui concerne les travailleurs.

Lorsque j'ai pris mes fonctions, j'ai promis de créer un instrument pour protéger les travailleurs et les entreprises des chocs externes.

Parce que mon expérience de ministre du travail et des affaires sociales m'avait appris que ces dispositifs sont efficaces. Grâce à eux, les personnes gardent leur emploi, les entreprises, leurs compétences, et les PME, leur activité. Ces PME sont le moteur de notre économie et elles seront le moteur de notre reprise.

C'est la raison pour laquelle la Commission a créé le programme SURE. Je tiens d'ailleurs à remercier cette Assemblée d'avoir travaillé sur la proposition en un temps record.

Si l'Europe a, jusqu'à présent, évité le chômage massif que l'on observe ailleurs, c'est en grande partie grâce aux dispositifs de chômage partiel dont près de 40 millions de personnes ont bénéficié.

Cette rapidité et cet objectif commun permettront à 16 pays de recevoir bientôt quelque 90 milliards d'euros du programme SURE pour soutenir les travailleurs et les entreprises.

De la Lituanie à l'Espagne, ces fonds apporteront un peu de tranquillité d'esprit aux familles qui ont besoin de ce revenu pour se nourrir ou pour payer leur loyer.

Et ils contribueront à protéger des millions d'emplois, de revenus et d'entreprises dans toute notre Union.

C'est la véritable solidarité européenne en action. Et cela traduit le fait que **dans notre Union, la dignité du travail doit être sacrée.**

Mais la vérité est que, pour trop de personnes, le travail ne paie plus.

Le dumping salarial détruit la dignité du travail, pénalise l'entrepreneur qui paie des salaires décentes et fausse la concurrence loyale sur le marché unique.

La Commission présentera donc une proposition législative en vue d'aider les États membres à **mettre en place un cadre pour les salaires minimum.** Chacun doit avoir accès à un salaire minimum, que ce soit au titre d'une convention collective ou d'un salaire minimum légal.

Je suis une fervente partisane de la négociation collective et la proposition respectera pleinement les compétences et les traditions nationales.

Nous avons vu dans nombre d'États membres comment un salaire minimum bien négocié assure l'emploi et l'équité, tant pour les travailleurs que pour les entreprises qui les apprécient vraiment.

Le salaire minimum fonctionne – et il est temps que le travail paie.

La deuxième promesse de l'économie sociale de marché est celle de la stabilité.

L'Union européenne et ses États membres ont réagi à une crise inédite par une réponse sans précédent.

En montrant qu'elle était **unie et à la hauteur de la tâche, l'Europe a apporté la stabilité nécessaire à nos économies.**

La Commission a immédiatement déclenché la **clause dérogatoire générale pour la première fois de notre histoire.**

.....
“ **En montrant qu'elle était unie et à la hauteur de la tâche, l'Europe a apporté la stabilité nécessaire à nos économies.** ”
.....

Nous avons assoupli nos règles en matière de fonds européens et d'aides d'État.



Nous avons autorisé plus de **3 trillions d'euros** d'aide en faveur des entreprises et de l'industrie: des pêcheurs en Croatie et des agriculteurs en Grèce, aux PME en Italie et aux travailleurs indépendants au Danemark.

La Banque centrale européenne a pris des mesures décisives dans le cadre de son programme d'achats d'urgence face à la pandémie, le PEPP.

La Commission a proposé, en un temps record, NextGenerationEU et un budget remanié.

Il combine investissements et réformes indispensables.

Le Conseil l'a approuvé en un temps record.

Cette Assemblée s'emploie à voter sur le projet avec la plus grande célérité.

Pour la première fois – et pour des temps exceptionnels – l'Europe a mis en place ses propres instruments communs pour compléter les stabilisateurs budgétaires nationaux.

C'est un moment d'unité remarquable pour notre Union. C'est là une réalisation qui devrait susciter notre fierté collective.

Il nous faut désormais maintenir le cap. Nous avons tous vu les prévisions. Nous pouvons nous attendre à ce que nos économies redémarrent après une baisse de 12 % du PIB au deuxième trimestre.

Mais, tout comme le virus, l'incertitude persiste – ici en Europe et dans le monde.

Ce n'est donc sûrement **pas** le moment de retirer notre soutien.

Une politique de soutien reste nécessaire à nos économies, et il nous faudra trouver un délicat équilibre entre appui financier et viabilité budgétaire.

À plus long terme, un renforcement de l'Union économique et monétaire constitue le meilleur moyen d'assurer la stabilité et la compétitivité.

La confiance dans l'euro n'a jamais été aussi grande.

L'accord historique sur NextGenerationEU illustre le soutien politique dont celui-ci bénéficie.

Nous devons maintenant profiter de cette occasion pour mener des réformes structurelles dans nos économies et

parachever l'union des marchés des capitaux et l'union bancaire.

Des marchés financiers profonds et liquides sont essentiels pour garantir l'accès des entreprises aux financements dont elles ont besoin pour se développer et investir dans la reprise et dans l'avenir.

Et il s'agit également d'une condition préalable au renforcement du rôle international de l'euro. Alors mettons-nous au travail pour mener à son terme ce projet générationnel.

Mesdames et Messieurs les députés, la troisième promesse durable est la promesse d'opportunité.

La pandémie nous a rappelé beaucoup de choses que nous avons peut-être oubliées ou que nous tenions pour acquises.

Elle nous a rappelé combien nos économies sont liées et combien un marché unique pleinement opérationnel est essentiel à notre prospérité et à notre capacité d'agir.

“ Nous devons abattre les obstacles au marché unique. Nous devons alléger les formalités administratives. Nous devons accélérer la mise en œuvre et le contrôle de l'application des règles. Et nous devons rétablir les quatre libertés – dans leur intégralité et aussi vite que possible.

Le marché unique est synonyme d'opportunité – il permet au consommateur d'en avoir pour son argent, à l'entreprise de vendre où elle veut en Europe et à l'industrie de renforcer sa compétitivité internationale.

Et il offre à nous tous la possibilité de tirer le meilleur parti des libertés que nous, Européens, chérissons. Il offre à nos entreprises la possibilité d'atteindre la taille dont elles ont besoin pour prospérer et leur sert de refuge dans les périodes difficiles. Nous comptons chaque jour sur lui pour rendre nos vies plus faciles – et il nous est indispensable pour gérer la crise et recouvrer nos forces.

Donnons-lui un coup de pouce.





Nous devons abattre les obstacles au marché unique. Nous devons alléger les formalités administratives. Nous devons accélérer la mise en œuvre et le contrôle de l'application des règles. **Et nous devons rétablir les quatre libertés – dans leur intégralité et aussi vite que possible.**

Le bon fonctionnement de l'espace Schengen de libre circulation constitue un élément fondamental à cet égard. Nous travaillerons avec le Parlement et les États membres pour mettre cette question au premier rang de nos priorités politiques et nous proposerons une **nouvelle stratégie pour l'avenir de Schengen.**

Grâce à un marché intérieur fort, l'industrie européenne a longtemps fait tourner notre économie, assurant des conditions d'existence stables à des millions de personnes et créant les mécanismes sociaux autour desquels nos communautés sont construites.

Nous avons présenté notre nouvelle stratégie industrielle en mars pour faire en sorte que l'industrie puisse conduire la double transition écologique et numérique. Les six derniers mois n'ont fait qu'accélérer cette transformation, à un moment où le paysage concurrentiel mondial change radicalement. C'est pourquoi nous actualiserons notre stratégie industrielle au cours du premier semestre de l'année prochaine et nous adapterons notre cadre de concurrence, qui doit évoluer lui aussi.

PROPULSER L'EUROPE VERS L'AVENIR: CONSTRUIRE LE MONDE DANS LEQUEL NOUS VOULONS VIVRE

Mesdames et Messieurs les députés,

Toutes ces mesures permettront à l'Europe de se redresser. Mais alors même que nous progressons ensemble, nous devons aussi nous propulser vers le monde de demain.

Il est d'autant plus urgent d'accélérer qu'il y va de l'avenir de notre fragile planète.

Le gel d'une grande partie de l'activité mondiale durant les périodes de confinement n'a pas interrompu le réchauffement dangereux de notre planète.

Tout autour de nous en témoigne: les évacuations de maisons causées par l'effondrement d'un glacier du Mont Blanc, les incendies qui ravagent l'Oregon, la sécheresse d'une exceptionnelle gravité qui détruit les cultures en Roumanie.

.....

“ **Nous savons que le changement est nécessaire – et nous savons aussi qu'il est possible. Le pacte vert pour l'Europe est le projet qui nous permettra de mener à bien cette transformation.**

.....

Mais la nature a également fait son retour dans nos vies.

Notre santé mentale et notre bien-être physique avaient besoin d'espaces verts et d'air pur.

Nous savons que le changement est nécessaire – et nous savons aussi qu'il est possible.

Le pacte vert pour l'Europe est le projet qui nous permettra de mener à bien cette transformation.

Il se concentre sur un objectif: faire de l'Europe le premier continent climatiquement neutre d'ici à 2050.

Mais nous n'atteindrons cet objectif que si les choses changent – nous devons agir plus vite et mieux.

Nous avons examiné en profondeur chaque secteur pour voir à quelle vitesse nous pourrions agir et comment nous pourrions le faire d'une manière responsable et fondée sur des données probantes.

Nous avons organisé une vaste consultation publique et effectué une analyse d'impact approfondie.

Sur cette base, la Commission européenne propose de porter l'objectif de réduction des émissions pour 2030 à au moins 55 %.

Je reconnais que cette augmentation de 40 % à 55 % est trop importante pour certains et insuffisante pour d'autres.



Mais notre analyse d'impact montre clairement que notre économie et notre industrie peuvent y faire face.

Et elles-mêmes en ont la volonté. Pas plus tard qu'hier, j'ai reçu de 170 chefs d'entreprise et investisseurs – de PME mais aussi de quelques-uns des plus grands groupes mondiaux – une lettre appelant l'Europe à fixer un objectif d'au moins 55 %.

Notre analyse d'impact montre clairement que la réalisation de cet objectif mettrait résolument l'UE sur la voie de la neutralité climatique d'ici à 2050 et du respect de ses obligations découlant de l'accord de Paris.

Et si d'autres suivent notre exemple, le monde pourra maintenir le réchauffement climatique en dessous de 1,5 degré Celsius.

J'ai pleinement conscience que bon nombre de nos partenaires sont loin de cet objectif – et je reviendrai plus tard sur le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières.

Mais pour nous, **l'objectif de 2030 est ambitieux, réalisable et bénéfique pour l'Europe.**

Nous pouvons le faire. Nous avons déjà montré que nous en étions capables.

Alors que les émissions ont chuté de 25 % depuis 1990, notre économie a crû de plus de 60 %.

La différence est que les moyens technologiques, les compétences et les investissements sont aujourd'hui plus nombreux. Et nous sommes déjà engagés sur la voie d'une économie circulaire avec une production neutre en carbone.

De plus en plus de jeunes militent pour le changement. De plus en plus d'éléments prouvent que ce qui est bon pour le climat est bon pour l'économie et bon pour nous tous.

Et nous avons solennellement promis de ne laisser personne de côté pendant cette transformation. Notre Fonds

pour une transition juste nous permettra de soutenir les régions qui auront à subir un changement plus important et plus coûteux.

Nous avons tout pour réussir. Il est maintenant de notre responsabilité de tout mettre en œuvre pour atteindre notre objectif.

Mesdames et Messieurs les députés,

La réalisation de ce nouvel objectif permettra de réduire notre dépendance à l'égard des importations d'énergie, de créer des millions d'emplois supplémentaires et de réduire de plus de moitié la pollution atmosphérique.

Pour y arriver, nous devons commencer maintenant.

D'ici l'été prochain, nous réviserons toute notre législation sur le climat et l'énergie afin de l'adapter à l'objectif de 55 %.

.....

“ **D'ici l'été prochain, nous réviserons toute notre législation sur le climat et l'énergie afin de l'adapter à l'objectif de 55 %.** ”

.....

Nous améliorerons l'échange de droits d'émission, promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables, améliorerons l'efficacité énergétique et réformerons la fiscalité sur l'énergie.

Mais la mission du pacte vert pour l'Europe va bien au-delà de la réduction des émissions.

Elle vise à assurer une modernisation systémique de notre économie, de notre société et de notre industrie. **Elle a pour vocation de rendre plus fort le monde dans lequel nous vivons.**

Notre consommation actuelle de matières premières, d'énergie, d'eau et de denrées alimentaires ainsi que notre utilisation des sols ne sont pas durables.

Nous devons traiter différemment la nature; nous devons changer notre façon de produire et de consommer, de vivre et de travailler, de manger et de nous chauffer, de voyager et de transporter.



Nous nous attaquerons donc à tout, aux produits chimiques dangereux comme à la déforestation et à la pollution.

Il s'agit d'un plan pour une vraie reprise. C'est un plan d'investissement pour l'Europe.

Et c'est là que NextGenerationEU changera véritablement la donne.

Premièrement, 37 % de NextGenerationEU seront consacrés directement aux objectifs de notre pacte vert pour l'Europe.

Et je veillerai à ce que la finance verte passe également à la vitesse supérieure.

Nous sommes les leaders mondiaux de la finance verte et le plus grand émetteur d'obligations vertes dans le monde. Nous faisons œuvre de pionnier en élaborant une norme de l'UE solide en matière d'obligations vertes.

Et je peux annoncer aujourd'hui que nous fixerons un objectif consistant à lever **30 % des 750 milliards d'euros de NextGenerationEU au moyen d'obligations vertes.**

Deuxièmement, NextGenerationEU devrait investir dans des projets européens phares ayant le plus grand impact: l'hydrogène, la rénovation et la création d'1 million de bornes de recharge électrique.

Permettez-moi d'expliquer comment cela pourrait fonctionner:

Il y a deux semaines, en Suède, a débuté la phase d'essai d'un projet pilote unique de production d'acier sans énergie fossile. De l'hydrogène y sera utilisé à la place du charbon pour produire de l'acier propre.

Cela montre le potentiel de l'hydrogène pour soutenir notre industrie au moyen d'une nouvelle licence d'exploitation propre.

Je veux que NextGenerationEU crée de nouvelles vallées européennes de l'hydrogène pour moderniser nos industries, alimenter nos véhicules et redonner une nouvelle vie aux zones rurales.

Le deuxième exemple concerne les bâtiments dans lesquels nous vivons et travaillons.

Nos bâtiments génèrent 40 % de nos émissions. Ils doivent devenir plus économes, moins coûteux et plus durables.

Et nous savons que le secteur de la construction peut même être transformé en puits de carbone, et cesser dès lors d'être une source de carbone, si l'on utilise des matériaux de construction organiques tels que le bois et des technologies intelligentes telles que l'intelligence artificielle.

Je veux que NextGenerationEU déclenche une vague de rénovation européenne et fasse de notre Union un leader de l'économie circulaire.

Mais il ne s'agit pas seulement d'un projet environnemental ou économique: il doit s'agir aussi d'un nouveau projet culturel pour l'Europe. Chaque mouvement a son propre cachet. Et nous devons donner à notre changement systémique sa propre esthétique – pour combiner style et durabilité.

C'est pourquoi nous allons créer un nouveau Bauhaus européen – un espace de co-création dans lequel les architectes, les artistes, les étudiants, les ingénieurs, les designers travaillent ensemble pour réaliser cet objectif.

C'est la raison d'être de NextGenerationEU. C'est façonner le monde dans lequel nous voulons vivre.

Un monde servi par une économie qui réduit les émissions, stimule la compétitivité, réduit la précarité énergétique, crée des emplois gratifiants et améliore la qualité de vie.

Un monde dans lequel les technologies numériques servent à bâtir une société plus saine et plus verte.

Cela ne pourra se faire que si nous agissons ensemble, et je veillerai tout particulièrement à ce que les plans de relance ne nous fassent pas seulement sortir de la crise, mais nous aident aussi à propulser l'Europe vers le monde de demain.



Mesdames et Messieurs les députés,

Imaginez-vous un instant vivre cette pandémie sans le numérique. Devoir observer une quarantaine – isolés de votre famille et de votre communauté, coupés du monde du travail – ou encore, éprouver de grandes difficultés à vous approvisionner. En fait, il n'est pas si difficile d'imaginer que cela s'est produit il y a cent ans, lors de la dernière grande pandémie.

.....

“ **Nous devons faire de la décennie qui s'ouvre la «décennie numérique» de l'Europe.**

.....

Un siècle plus tard, les technologies modernes permettent aux jeunes de suivre un enseignement à distance et à des millions de gens de travailler en restant à la maison. Elles permettent aux usines de continuer à tourner, aux entreprises de vendre leurs produits et aux administrations publiques de fournir, à distance, des services publics essentiels aux citoyens. L'innovation et la transformation numériques réalisées en quelques semaines auraient pris des années en d'autres circonstances.

Nous atteignons les limites de ce qu'il est possible de faire avec les moyens analogiques. Et cette accélération ne fait que commencer.

Nous devons faire de la décennie qui s'ouvre la «décennie numérique» de l'Europe.

Nous avons besoin d'un plan commun pour l'Europe numérique, avec des objectifs clairement définis pour 2030, notamment en matière de connectivité, de compétences et de services publics numériques. Nous devons aussi nous doter de principes clairs: le droit au respect de la vie privée et à la connectivité, la liberté d'expression, la libre circulation des données et la cybersécurité.

Mais l'Europe doit montrer la voie à suivre dans le domaine du numérique, sinon elle sera contrainte de s'aligner sur d'autres acteurs qui fixeront ces normes pour nous. C'est pourquoi nous devons agir vite.

Il y a trois domaines sur lesquels nous devrions, selon moi, nous concentrer.

Premièrement, les données.

En ce qui concerne les données à caractère personnel – dans le commerce entre entreprises et consommateurs – l'Europe a été trop lente et dépend désormais des autres.

Il ne faut pas que cela se répète avec les données industrielles. La bonne nouvelle, c'est que, dans ce domaine, l'Europe est encore en tête – nous avons la technologie, et surtout l'industrie.

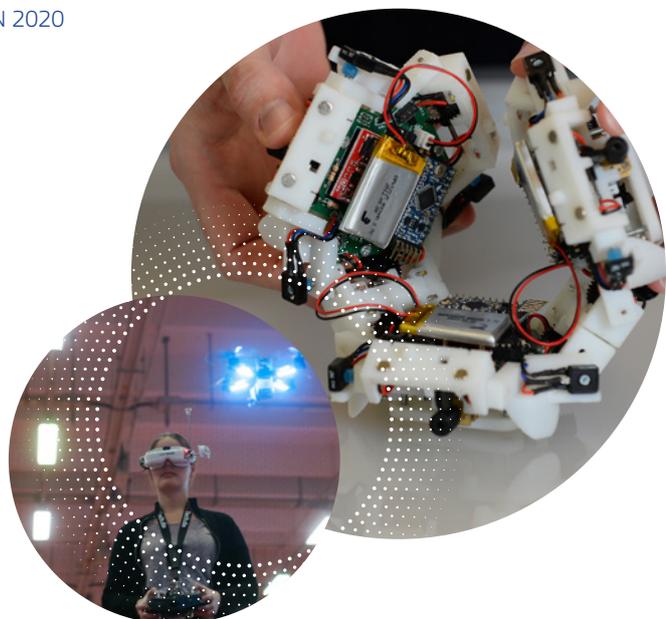
Mais la course n'est pas gagnée pour autant. Le volume de données industrielles dans le monde quadruplera au cours des cinq prochaines années, et les opportunités qu'elles offrent croîtront au même rythme. Nous devons donner à nos entreprises, PME et start-ups, ainsi qu'à nos chercheurs, les moyens d'exploiter pleinement leur potentiel. Les données industrielles valent de l'or lorsqu'il s'agit de mettre au point de nouveaux produits et services.

La réalité, malheureusement, est que 80 % des données industrielles sont collectées mais ne sont jamais utilisées. C'est du gaspillage.

Une véritable économie des données serait, en revanche, un puissant moteur d'innovation et de création d'emplois. Nous devons donc préserver ces données dans l'intérêt de l'Europe et les rendre largement accessibles. Il nous faut des espaces de données communs, par exemple dans les secteurs de l'énergie ou des soins de santé. Cela renforcerait les écosystèmes d'innovation où les universités, les entreprises et les institutions de recherche bénéficieraient d'un accès sécurisé aux données et pourraient collaborer sur cette thématique.

C'est pourquoi, dans le cadre de NextGenerationEU, nous allons créer un «cloud» européen, fondé sur Gaia X.

Le deuxième domaine sur lequel nous devons concentrer nos efforts, c'est la technologie – et en particulier celle de l'intelligence artificielle.



Qu'il soit question d'agriculture de précision, de diagnostics médicaux plus fiables ou de conduite autonome sécurisée, l'intelligence artificielle nous ouvrira de nouveaux mondes. Mais ces mondes ont aussi besoin de règles.

Nous, en Europe, nous voulons un socle de règles qui place l'humain au centre. Les algorithmes ne doivent pas être une boîte noire, et il faut des règles claires si quelque chose tourne mal. La Commission proposera un instrument législatif à cet effet l'année prochaine.

Il portera notamment sur la maîtrise de nos données à caractère personnel, qui nous échappe trop souvent aujourd'hui. Chaque fois qu'une application ou un site web nous propose de créer une nouvelle identité numérique ou de nous connecter facilement via une grande plateforme, nous n'avons aucune idée de ce que deviennent nos données, en réalité.

C'est pourquoi la Commission proposera bientôt une identité électronique européenne sécurisée.

Une identité fiable, que tout citoyen pourra utiliser partout en Europe pour n'importe quel usage, comme payer ses impôts ou louer un vélo. Une technologie qui nous permettra de contrôler quelles données nous partageons et l'usage qui pourra en être fait.

Le troisième point concerne les infrastructures.

Il faut que les connexions de données suivent l'évolution rapide que connaît notre société.

Si nous cherchons à créer une Europe de l'égalité des chances, il est inacceptable que 40 % des habitants des zones rurales n'aient toujours pas accès à une connexion à haut débit rapide.

Ce type de connexion est désormais indispensable pour pouvoir télétravailler, apprendre à domicile, acheter en ligne et, de plus en plus, utiliser de nouveaux services importants. Sans connexion à haut débit, il est pratiquement impossible de développer ou de gérer une entreprise efficacement.

Les connexions rapides représentent une chance unique – mais aussi un préalable – pour revitaliser les zones rurales. Ces dernières en ont absolument besoin pour tirer le meilleur parti de leur potentiel et attirer davantage de personnes et d'investissements.

Le coup de fouet que NextGenerationEU va donner à l'investissement est une occasion unique de stimuler la croissance jusqu'au moindre village. C'est pourquoi

nous voulons concentrer nos investissements sur la connectivité sécurisée et sur le déploiement de la 5G, de la 6G et de la fibre.

NextGenerationEU est aussi une occasion unique d'élaborer une approche européenne plus cohérente en matière de connectivité et de déploiement d'infrastructures numériques.

Aucun de ces objectifs n'est une fin en soi – ce qui est en jeu, c'est la souveraineté numérique de l'Europe, à petite et à grande échelle.

Dans cet esprit, je suis heureuse d'annoncer un **investissement de 8 milliards d'euros dans la prochaine génération de superordinateurs** – une technologie de pointe «made in Europe».

Nous voulons aussi voir l'industrie européenne développer ses propres microprocesseurs de prochaine génération, qui nous permettront d'utiliser des volumes de données croissants en économisant l'énergie et en toute sécurité.

Voilà de quoi sera faite la «décennie numérique de l'Europe»!

Mesdames et Messieurs les députés,

Si l'Europe veut aller de l'avant et avancer rapidement, nous devons balayer nos hésitations.

L'enjeu, c'est de donner à l'Europe davantage de prise sur son avenir.

Nous avons tout ce qu'il faut pour y parvenir. Et le secteur privé attend désespérément d'y contribuer, lui aussi.

Avec les nouveaux pôles numériques qui voient le jour un peu partout, de Sofia à Lisbonne ou Katowice, il n'y a jamais eu de meilleur moment pour investir dans les entreprises technologiques européennes. Nous avons les personnes, les idées et la force d'une Union pour réussir.

C'est la raison pour laquelle nous investirons 20 % du budget de NextGenerationEU dans le numérique.

Nous voulons ouvrir la voie, une voie européenne, de l'ère numérique: une voie qui repose sur nos valeurs, notre force, nos ambitions mondiales.



UNE EUROPE PLEINE DE VITALITÉ DANS UN MONDE FRAGILE

Mesdames et Messieurs les députés,

L'Europe est résolue à profiter de cette période de transition pour construire le monde dans lequel nous voulons vivre. Bien sûr, cela ne s'arrête pas à nos frontières.

La pandémie a mis en évidence à la fois la fragilité du système mondial et l'importance que revêt la coopération pour relever les défis collectifs.

Face à la crise que connaît le monde, certains choisissent le repli sur soi. D'autres s'emploient activement à déstabiliser le système.

L'Europe choisit de tendre la main.

“ **Durant la pandémie, des avions européens ont livré des milliers de tonnes d'équipements de protection dans le monde entier, du Soudan à l'Afghanistan, de la Somalie au Venezuela.**

Notre vision du leadership, ce n'est pas une propagande qui sert nos intérêts. Il ne s'agit pas de faire passer l'Europe d'abord. Il s'agit plutôt d'être les premiers à répondre à l'appel lorsque cela s'avère nécessaire.

Durant la pandémie, des avions européens ont livré des milliers de tonnes d'équipements de protection dans le monde entier, du Soudan à l'Afghanistan, de la Somalie au Venezuela.

Aucun d'entre nous ne sera en sécurité tant que nous ne serons pas tous en sécurité, et ce, peu importe l'endroit où que nous vivions, ou ce que nous possédions.

Un vaccin accessible, abordable et sûr est le moyen le plus prometteur d'assurer notre sécurité.

Au début de la pandémie, il n'y avait pas de financement, pas de cadre mondial pour le développement d'un vaccin contre le coronavirus, juste une course pour être le premier à se le procurer.

C'est le moment où **l'UE est intervenue pour organiser une réponse mondiale.** Avec la société civile, le G20, l'OMS et d'autres partenaires, nous avons réuni plus de 40 pays pour lever 16 milliards d'euros pour financer la recherche sur des vaccins, des tests et des traitements pour le monde entier, démontrant ainsi le pouvoir mobilisateur inégalé de l'UE.

Mais trouver un vaccin ne suffit pas. Nous devons veiller à ce que les citoyens européens et ceux du monde entier y aient accès.

L'UE a adhéré ce mois-ci au mécanisme mondial COVAX et a apporté une contribution de 400 millions d'euros pour que des vaccins sûrs deviennent accessibles non seulement à ceux qui en ont les moyens mais à tous ceux qui en ont besoin.

Le nationalisme vaccinal met des vies en danger. La coopération en matière de vaccins les sauve.

Mesdames et Messieurs les députés,

Nous sommes fermement convaincus de la force et de la valeur de la coopération au sein d'organismes internationaux.

C'est avec une Organisation des Nations unies forte que nous pourrions trouver des solutions à long terme à des crises comme celles que connaissent la Libye ou la Syrie.

C'est avec une Organisation mondiale de la santé forte que nous pourrions mieux nous préparer et réagir aux pandémies mondiales ou aux épidémies locales – coronavirus ou Ebola.

Et c'est avec une Organisation mondiale du commerce forte que nous pourrions garantir une concurrence équitable pour tous.

Mais il faut aussi reconnaître qu'il **n'a jamais été aussi urgent de revitaliser et de réformer le système multilatéral.** Une paralysie insidieuse a gagné notre système mondial. De grandes puissances se retirent des



institutions ou bien les prennent en otage pour servir leurs propres intérêts.

Toutes ces voies sont sans issue. Oui, nous voulons du changement. Mais du changement en construisant et non en détruisant.

C'est pourquoi je veux que l'UE prenne la tête du mouvement de réforme de l'OMC et de l'OMS, afin de les adapter au monde d'aujourd'hui.

Mais nous savons que les réformes multilatérales prennent du temps et, dans l'intervalle, le monde va continuer de tourner.

Il ne fait aucun doute que l'Europe doit prendre clairement position et intervenir rapidement sur les questions internationales.

La dernière réunion en date des dirigeants UE-Chine a eu lieu il y a deux jours.

La relation que l'Union européenne entretient avec la Chine est à la fois l'une des plus importantes sur le plan stratégique et l'une de celles qui comportent le plus de défis.

Dès le début, j'ai dit que la Chine était un partenaire de négociation, un concurrent économique et un rival systémique.

Nous avons des intérêts communs sur des questions telles que le changement climatique – et la Chine s'est montrée disposée à coopérer en entamant un dialogue à haut niveau. Toutefois, nous attendons de la Chine qu'elle respecte les engagements qu'elle a pris dans le cadre de l'Accord de Paris et qu'elle donne l'exemple.

Il reste encore beaucoup à faire en ce qui concerne l'accès équitable aux marchés pour les entreprises européennes, la réciprocité et la surcapacité. Notre partenariat en matière de commerce et d'investissement reste déséquilibré.

Et il est incontestable que les systèmes de gouvernance et de société que nous promovons sont très différents. Nous croyons à la valeur universelle de la démocratie et aux droits de l'individu.

L'Europe a elle aussi ses problèmes – pensons par exemple à l'antisémitisme. Mais nous en débattons dans la sphère publique. Non seulement la critique et l'opposition sont acceptées, mais elles sont protégées par la loi.

Nous devons donc toujours dénoncer les violations des droits de l'homme lorsqu'elles se produisent et où que

ce soit, à Hong Kong ou chez les Ouïghours.

Mais qu'est-ce qui nous retient? Pourquoi même de simples déclarations sur les valeurs de l'UE sont-elles retardées, édulcorées ou prises en otage pour d'autres motifs?

Lorsque les États membres reprochent à l'Europe d'être trop lente, je leur demande de se montrer courageux et de passer enfin au vote à la majorité qualifiée – du moins en ce qui concerne les droits de l'homme et la mise en œuvre de sanctions.

Cette Assemblée a, à maintes reprises, appelé l'Europe à se doter d'un équivalent de la «loi Magnitsky» – et je peux annoncer que nous allons maintenant présenter une proposition.

Nous devons compléter notre boîte à outils.

Mesdames et Messieurs les députés,

Que ce soit à Hong Kong, à Moscou ou à Minsk: L'Europe doit prendre position clairement et rapidement.

Je veux le dire haut et fort: l'Union européenne est du côté du peuple biélorusse.

Nous sommes tous émus par l'immense courage de ceux et celles qui se sont rassemblés pacifiquement sur la place de l'indépendance ou qui ont participé à la courageuse marche des femmes.

Les élections qui les ont fait descendre dans la rue n'ont été ni libres ni équitables et la façon brutale dont le gouvernement a réagi a été honteuse.

Les Biélorusses doivent être libres de décider eux-mêmes de leur avenir. Ils ne sont pas de simples pions sur un échiquier.

À ceux qui plaident en faveur de liens plus étroits avec la Russie, je dis que l'empoisonnement d'Alexei Navalny avec un agent chimique neurotoxique n'est pas un acte isolé. **Nous avons pu observer ce type de pratiques en Géorgie et en Ukraine, en Syrie et à Salisbury – sans parler de l'ingérence électorale dans le monde entier.** Ces pratiques ne changent pas – et ce n'est pas un gazoduc qui va les faire changer.

La Turquie est un voisin important et le sera toujours. Mais si nous sommes géographiquement proches, la distance entre nous semble ne cesser de croître. Oui, la Turquie se situe dans une région qui connaît des troubles. Et oui, elle reçoit des millions de réfugiés, pour l'accueil desquels nous versons une aide financière considérable. Mais rien de tout cela ne justifie les tentatives d'intimidation de ses voisins.

Nos États membres, Chypre et la Grèce, pourront toujours compter sur une solidarité totale de l'Europe pour protéger leurs droits légitimes en matière de souveraineté.

La désescalade en Méditerranée orientale est dans notre intérêt mutuel. À cet égard, le retour des navires d'exploration vers les ports turcs ces derniers jours est une étape dans la bonne direction. Il était nécessaire pour créer l'espace indispensable au dialogue. Il n'y a qu'une voie à suivre: se garder d'agir unilatéralement et reprendre les pourparlers en toute bonne foi, car c'est la voie qui mène vers la stabilité et les solutions durables.

Mesdames et Messieurs les députés,

L'Europe doit réagir de manière plus ferme aux événements qui se déroulent sur la scène internationale, mais elle doit aussi approfondir et améliorer ses partenariats avec ses amis et alliés.

Et elle doit commencer par revitaliser les partenariats établis de plus longue date.

Nous ne sommes peut-être pas toujours d'accord avec les décisions récentes de la Maison-Blanche. Mais nous **chérirons toujours l'alliance transatlantique** — fondée sur des valeurs et une histoire communes, et sur un lien indéfectible entre nos peuples.

Quoi qu'il arrive à la fin de cette année, nous sommes donc prêts à élaborer un nouvel agenda transatlantique pour renforcer notre partenariat bilatéral – que ce soit dans le domaine du commerce, de la technologie ou de la fiscalité.

Et nous sommes prêts à travailler *ensemble* à la réforme du système international que nous avons construit *ensemble*, avec des partenaires partageant les mêmes valeurs, dans nos propres intérêts et dans l'intérêt du bien commun.

Nous devons prendre un nouveau départ avec de vieux amis – de part et d'autre de l'Atlantique et de part et d'autre de la Manche.

La scène qui s'est déroulée dans ce même hémicycle, quand nous nous sommes dit au revoir sur la mélodie de «Ce n'est qu'un au revoir» en nous tenant par la main, était éloquente. Elle montrait que l'affection portée au peuple britannique ne faiblira jamais.

En revanche, chaque jour qui passe voit vraiment faiblir les chances de conclure un accord à temps.

Les négociations sont toujours difficiles. Nous y sommes habitués.

Et la Commission a, en la personne de Michel Barnier, le négociateur le plus compétent et le plus expérimenté, pour nous guider parmi ces écueils.

Cependant, les négociations n'ont pas progressé comme nous l'aurions souhaité. Il nous reste désormais très peu de temps.

Comme toujours, cette Assemblée sera la première informée et elle aura le dernier mot. Et je peux vous assurer que nous continuerons à vous tenir informés en permanence, tout comme nous l'avons fait pour l'accord de retrait.

Les négociations sur cet accord ont duré trois ans et nous y avons travaillé sans relâche. Ligne après ligne, mot après mot.

Et ensemble, nous avons réussi. Le résultat préserve les droits de nos citoyens, les intérêts financiers, l'intégrité du marché unique – et surtout l'accord du Vendredi saint.

L'UE et le Royaume-Uni ont convenu que c'était le meilleur et le seul moyen d'assurer la paix sur l'île d'Irlande.

Et nous ne reviendrons jamais là-dessus. Cet accord a été ratifié par cette Assemblée et par la Chambre des communes.

Il est impossible de le modifier unilatéralement, de l'ignorer ou de cesser d'en appliquer les dispositions. C'est une question de droit, de confiance et de bonne foi.

Et ce n'est pas seulement moi qui le dis – je vous rappelle les paroles de Margaret Thatcher:

«Le Royaume-Uni ne viole pas les traités. Ce serait mauvais pour la Grande-Bretagne, mauvais pour les relations

avec le reste du monde et mauvais pour tout futur traité commercial».

Ce qui était vrai à l'époque l'est toujours aujourd'hui.

La confiance est le fondement de tout partenariat solide.

L'Europe sera toujours prête à établir des partenariats solides avec ses voisins les plus proches.

.....

“ **Les Balkans occidentaux font partie de l'Europe, ils ne sont pas seulement une escale sur la route de la soie.**

.....

Cela commence par les Balkans occidentaux.

Il y a six mois, la décision d'ouvrir des négociations d'adhésion avec l'Albanie et la Macédoine du Nord a réellement été historique.

En effet, l'avenir de *toute* cette région est bien dans l'UE. Nous partageons la même histoire et la même destinée.

Les Balkans occidentaux font partie de l'Europe, ils ne sont pas seulement une escale sur la route de la soie.

Nous présenterons bientôt un plan de relance économique pour les **Balkans occidentaux**, axé sur un certain nombre d'initiatives régionales d'investissement.

Et nous serons également présents pour les pays du **partenariat oriental** et pour nos partenaires dans le voisinage méridional, afin de les aider à créer des emplois et à relancer leurs économies.

Lorsque j'ai pris mes fonctions, ma toute première visite à l'extérieur de l'Union européenne a été pour l'Union africaine, et ce choix s'est imposé tout naturellement. Il s'est imposé naturellement, et le message était clair, parce que nous ne sommes pas seulement voisins, nous sommes des partenaires naturels.

Trois mois plus tard, lors d'une nouvelle visite avec l'ensemble du Collège, nous avons établi nos priorités pour notre nouvelle stratégie avec l'Afrique. Il s'agit d'un partenariat fondé sur l'égalité, qui offre aux deux parties des perspectives et des responsabilités communes.

L'Afrique sera un partenaire essentiel pour bâtir le monde dans lequel nous voulons vivre – tant en ce qui concerne les questions liées au climat que le numérique ou le commerce.

Mesdames et Messieurs les députés,

Nous continuerons à croire en des relations commerciales ouvertes et équitables à travers le monde.

Non comme une fin en soi – mais comme un moyen d'apporter la prospérité à nos pays et de promouvoir nos valeurs et nos normes. Plus de 600 000 emplois en Europe sont étroitement liés aux échanges commerciaux avec le Japon. Et l'accord que nous avons récemment conclu avec le Viêt Nam a permis de garantir des droits historiques à des millions de travailleurs sur place.

Nous ferons usage de notre puissance diplomatique et de notre influence économique pour négocier des accords qui font la différence – des accords prévoyant, par exemple, des zones maritimes protégées en Antarctique. Il s'agirait de l'un des plus grands actes de protection de l'environnement de l'histoire.

.....

“ **Le carbone doit avoir son prix – parce que la nature ne peut plus en payer le prix.**

.....

Nous constituerons des coalitions extrêmement ambitieuses sur des questions telles que l'éthique numérique ou la lutte contre la déforestation – et nous développerons des collaborations avec tous les partenaires partageant les mêmes idées – des démocraties asiatiques à l'Australie, l'Afrique, les Amériques et à tout autre pays souhaitant y adhérer.

Nous œuvrerons à une mondialisation juste. Mais nous ne pouvons pas la considérer pour acquise. Nous devons mettre l'accent sur l'équité et sur l'égalité des conditions de concurrence. Et l'Europe ira de l'avant – seule ou avec des partenaires souhaitant se joindre à elle.



Nous travaillons, par exemple, actuellement à un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières.

Le carbone doit avoir son prix – parce que la nature ne peut plus en payer le prix.

Ce **mécanisme d'ajustement carbone aux frontières** devrait inciter les producteurs étrangers et les importateurs de l'UE à réduire leurs émissions de carbone, tout en veillant à l'égalité des conditions de concurrence d'une manière compatible avec les règles de l'OMC.

Le même principe s'applique à la **fiscalité numérique**. Nous mettrons tout en œuvre pour parvenir à un accord dans le cadre de l'OCDE et du G20. Mais il ne fait aucun doute que, si l'accord conclu ne permet pas la mise en place d'un système fiscal équitable procurant des recettes durables à long terme, l'Europe présentera une proposition en ce sens au début de l'année prochaine.

Nous souhaitons que l'Europe joue, au niveau mondial, le rôle de défenseur de l'équité.

UNE NOUVELLE VITALITÉ POUR L'EUROPE

Mesdames et Messieurs les députés,

Si l'Europe veut jouer ce rôle vital dans le monde, elle doit également faire naître une nouvelle vitalité sur le plan interne.

.....

“ **Nous adopterons une approche axée sur l'humain et empreinte d'humanité. Le sauvetage des vies humaines en mer n'est pas optionnel.**

.....

Et pour pouvoir aller de l'avant, nous devons à présent surmonter les divergences qui nous ont empêchés d'avancer.

L'accord historique sur l'instrument pour la relance *NextGenerationEU* montre qu'il est possible de dépasser ces divergences. La rapidité avec laquelle nous avons pris des décisions en matière de règles fiscales, d'aides d'État ou concernant l'instrument SURE est la preuve que, malgré ces divergences, nous pouvons agir.

Alors, agissons.

La question de la migration a fait l'objet de discussions suffisamment longues.

La migration a toujours existé en Europe – et elle existera toujours. Au fil des siècles, elle a défini nos sociétés, enrichi nos cultures et façonné nombre de nos vies. Et il en sera toujours ainsi.

Comme nous le savons tous, la crise migratoire de 2015 a causé des divisions nombreuses et profondes entre les États membres – certaines des cicatrices qu'elle a laissées sont toujours visibles aujourd'hui.

Des mesures importantes ont été prises depuis lors. Mais il reste encore beaucoup à faire.

Si nous nous montrons tous prêts à faire des compromis – sans toutefois accepter la moindre compromission par rapport à nos principes – nous pouvons trouver des solutions.

La semaine prochaine, la Commission présentera son nouveau pacte sur la migration.

Nous adopterons une **approche axée sur l'humain et empreinte d'humanité**. Le sauvetage des vies humaines en mer n'est pas optionnel. Et les pays qui remplissent leurs obligations juridiques et morales ou qui sont plus exposés que les autres doivent pouvoir compter sur la solidarité de toute notre Union européenne.

Nous prévoyons un lien plus étroit entre l'asile et le retour. Nous devons établir une distinction claire entre les personnes qui ont le droit de rester et celles qui ne jouissent pas de ce droit.

Nous prendrons des mesures pour lutter contre les passeurs, pour renforcer les frontières extérieures, pour approfondir les partenariats extérieurs et pour créer des voies légales d'accès.

En outre, nous veillerons à ce que les personnes qui ont le droit de rester soient intégrées et se sentent les bienvenues.

Elles ont un avenir à bâtir – et des compétences, de l'énergie et du talent.

Je pense ainsi à Suadd, cette réfugiée adolescente syrienne arrivée en Europe et qui rêvait de devenir médecin. En trois ans, elle a obtenu une bourse prestigieuse du Collège royal de chirurgie en Irlande.

Je pense aussi à ces médecins réfugiés libyens et somaliens qui ont proposé leurs compétences médicales au moment où la pandémie frappait la France.

“ La migration constitue un défi européen et c'est l'ensemble de l'Europe qui doit faire sa part.

Mesdames et Messieurs les députés, si nous songeons aux épreuves que ces personnes ont surmontées et à ce qu'elles ont accompli, nous **n'avons pas d'autre choix que de nous montrer capables de gérer ensemble la question de la migration.**

Les images du camp de Moria nous rappellent douloureusement que l'Europe doit agir dans l'unité.

Nous devons tous intensifier nos efforts en la matière et prendre nos responsabilités – et c'est précisément ce que fera la Commission. La Commission travaille actuellement à l'élaboration d'un plan en vue d'un projet pilote mené conjointement avec les autorités grecques, pour installer un nouveau camp sur l'île de Lesbos. Nous pouvons apporter notre aide dans le cadre des procédures d'asile et de retour et améliorer sensiblement les conditions de vie des réfugiés.

Mais soyons clairs: si nous intensifions nos efforts, nous attendons de tous les États membres qu'ils intensifient eux aussi leurs efforts.

La migration constitue un défi européen et c'est l'ensemble de l'Europe qui doit faire sa part.

Nous devons rétablir la confiance entre nous et aller de l'avant ensemble.

Et cette confiance est au cœur même de notre Union et de notre façon de faire les choses ensemble.

Elle est ancrée dans nos valeurs fondatrices, dans nos démocraties et dans notre communauté de droit – pour reprendre le terme utilisé par Walter Hallstein.

Il ne s'agit pas d'un terme abstrait. L'état de droit contribue à protéger les citoyens du règne de la loi du plus fort. Il est le garant de nos droits et libertés les plus élémentaires, au jour le jour. Il nous permet d'exprimer nos opinions et d'être informés par une presse libre.

Avant la fin du mois, la Commission adoptera le premier rapport annuel sur l'état de droit, couvrant tous les États membres.

Il s'agit d'un outil de prévention permettant de détecter rapidement les problèmes et de trouver des solutions.

Nous souhaitons qu'il s'agisse d'un point de départ pour la Commission, le Parlement et les États membres, afin que les engagements pris ne soient pas remis en cause.

La Commission attache la plus haute importance à l'état de droit. C'est pourquoi nous veillerons à protéger les fonds disponibles au titre de notre budget et de l'instrument *NextGenerationEU* contre toutes les formes de fraude, la corruption et les conflits d'intérêts. Il s'agit d'un point non négociable.

“ Nous veillerons à protéger les fonds disponibles au titre de notre budget et de l'instrument *NextGenerationEU* contre toutes les formes de fraude, la corruption et les conflits d'intérêts. Il s'agit d'un point non négociable.

Toutefois, les derniers mois nous ont également rappelé à quel point l'état de droit pouvait être fragile. Nous avons le devoir de faire preuve d'une vigilance permanente afin de protéger l'état de droit et de lui permettre de prospérer.

Les atteintes à l'état de droit ne peuvent être tolérées. Nous continuerons à défendre l'état de droit et à défendre l'intégrité de nos institutions européennes, qu'il s'agisse de la primauté du droit européen, de la liberté de la presse, de l'indépendance du pouvoir judiciaire ou de la vente de «passes dorées». Les valeurs européennes ne sont pas à vendre.



Mesdames et Messieurs les députés,

Ces valeurs sont plus importantes que jamais. Je formule cette affirmation, car lorsque je pense à l'état de notre Union, ce sont les paroles de John Hume – l'un des grands Européens malheureusement décédés cette année – qui me viennent à l'esprit.

Si de nombreuses personnes vivent en paix aujourd'hui sur l'île d'Irlande, c'est en grande partie parce que John Hume croyait, d'une manière indéfectible, en l'humanité et en la résolution des conflits.

Il avait l'habitude de dire que le conflit était une question de différence et que la paix était une question de *respect* de la différence.

Et comme il l'a si justement rappelé en 1998 devant cette Assemblée: «*Les visionnaires européens ont décidé que la différence n'est pas une menace, la différence est naturelle. **La différence est l'essence même de l'humanité***».

Ces mots sont plus importants aujourd'hui qu'ils ne l'ont jamais été.

Parce que, lorsque nous regardons autour de nous, nous nous demandons *où est l'essence de l'humanité* quand trois enfants du Wisconsin voient leur père être la cible des balles de la police alors qu'ils sont assis dans leur voiture.

Nous nous demandons *où est l'essence de l'humanité* lorsque des citoyens vêtus de costumes antisémites défilent ouvertement dans nos rues à l'occasion du carnaval?

Où est l'essence de l'humanité lorsque, tous les jours, des Roms sont exclus de la société et que d'autres personnes sont repoussées simplement à cause de leur couleur de peau ou de leurs croyances religieuses?

Je suis fier de vivre en Europe, dans cette société ouverte, fondée sur des valeurs et prônant la diversité.

Pourtant, même ici dans cette Union – de telles histoires font partie de la réalité quotidienne de tant de citoyens.

Et cela nous rappelle que **les progrès en matière de lutte contre le racisme et la haine sont fragiles – dans ce domaine, les avancées sont durement gagnées, mais très facilement perdues**.

C'est la raison pour laquelle l'heure du changement a sonné.

Il est temps à présent de construire une Union véritablement antiraciste – en condamnant le racisme, mais aussi en agissant.

La Commission va présenter un plan d'action pour commencer à concrétiser ce projet.

Dans ce cadre, nous proposerons d'étendre la liste des infractions prévues par la législation de l'UE à toutes les formes de crimes de haine et de discours de haine – qu'ils se fondent sur la race, la religion, le genre ou la sexualité.

La haine est toujours de la haine – et personne ne devrait s'en accommoder.

“ **Une Union dans laquelle vous pouvez être qui vous êtes et aimer qui vous voulez – sans crainte de récrimination ou de discrimination.** ”

Nous renforcerons nos lois en matière d'égalité raciale là où des lacunes subsistent.

Nous utiliserons notre budget pour lutter contre la discrimination dans des domaines tels que l'emploi, le logement ou les soins de santé.

Nous deviendrons plus sévères en matière d'application de la législation en cas de retard de mise en œuvre.

Parce que dans cette Union, la lutte contre le racisme ne sera jamais optionnelle.

Nous **améliorerons l'éducation et les connaissances** sur les causes historiques et culturelles du racisme.

Nous nous **attaquerons aux préjugés inconscients**, qu'ils soient le fait des citoyens, des institutions, voire des algorithmes.

En outre, **la Commission désignera son tout premier coordinateur en matière de lutte contre le racisme** afin d'accorder à cette question une attention prioritaire et de travailler directement avec les citoyens, la société civile et les institutions.



Mesdames et Messieurs les députés,

Nous ne ménagerons pas nos efforts pour construire une Union de l'égalité.

Une Union dans laquelle vous pouvez être qui vous êtes et aimer qui vous voulez – sans crainte de récrimination ou de discrimination.

Parce **qu'être soi-même n'est pas une question d'idéologie.**

C'est votre identité.

Et nul ne pourra jamais vous la retirer.

C'est la raison pour laquelle je souhaite être claire – **les «zones sans LGBTQI» sont des zones sans humanité. Et elles n'ont pas leur place dans notre Union.**

Afin de veiller à ce que nous soutenions l'ensemble de la communauté, la Commission proposera bientôt une stratégie visant à renforcer les droits des LGBTQI.

Dans ce cadre, je plaiderai également en faveur de la reconnaissance mutuelle des relations familiales dans l'UE. **Si vous êtes parent dans un pays, vous êtes parent dans tous les pays.**

CONCLUSION

Mesdames et Messieurs les députés,

Voici le monde dans lequel nous voulons vivre.

Le monde où nous sommes unis dans la diversité et l'adversité. Où nous travaillons ensemble pour surmonter nos différences – et où nous nous soutenons dans les moments difficiles.

Le monde plus fort, plus respectueux et plus sain de demain que nous construisons aujourd'hui pour nos enfants.

Mais pendant que nous essayons d'apprendre la vie à nos enfants, nos enfants nous apprennent ce qu'est la vie.

Cette année nous a montré à quel point cela est vrai.

Nous pouvons parler des millions de jeunes qui demandent un changement pour une planète plus saine. Ou des centaines de milliers de magnifiques arcs-en-ciel de solidarité affichés aux fenêtres de toute l'Europe par nos enfants.

Mais il y a une image qui m'est restée en tête au cours de ces six derniers mois. Une image qui saisit le monde à travers les yeux de nos enfants.

C'est l'image de Carola et de Vittoria. Les deux jeunes filles jouant au tennis sur les toits de la Ligurie en Italie.

Il n'y a pas que le talent et le courage des filles qui ressort de cette image.

C'est surtout la leçon qui se cache derrière. Une leçon de ne jamais se laisser bloquer par les obstacles sur son chemin, ne jamais se faire freiner par les conventions, et de toujours saisir le moment.

Voici ce que Carola, Vittoria et tous les jeunes d'Europe nous apprennent chaque jour sur la vie. Ceci est la prochaine génération d'Européens. NextGenerationEU.

Cette année, l'Europe a suivi leur exemple et a fait un bond en avant ensemble.

Quand il a fallu trouver une voie pour notre avenir, nous n'avons pas laissé les vieilles conventions nous freiner.

Quand nous avons senti la fragilité autour de nous, nous avons saisi le moment pour donner une nouvelle vitalité à notre Union.

Et quand nous avons eu le choix de faire cavalier seul comme par le passé, nous avons utilisé toute la force des 27 pour donner à tous les 27 une chance pour l'avenir.

Nous avons montré que nous sommes ensemble dans cette histoire et que nous en sortirons ensemble.

Mesdames et Messieurs les députés,

L'avenir sera ce que nous en ferons. Et l'Europe sera ce que nous voulons qu'elle soit.

Cessons donc de la rabaisser. Et travaillons pour la construire. Pour la rendre forte. Et pour bâtir le monde dans lequel nous voulons vivre.

Vive l'Europe!



Ursula von der Leyen



ÉTAT DE L'UNION 2020

Lettre d'intention
adressée au Président
David Maria Sassoli et à la
Chancelière Angela Merkel



Bruxelles, le 16 septembre 2020

Monsieur le Président,

Madame la Chancelière,

Il y a bientôt 500 jours, les citoyens européens se sont exprimés haut et fort. À travers les élections parlementaires européennes, ils ont confié aux institutions de l'UE le mandat clair de faire preuve d'audace et d'ambition et de conduire le changement visant à rendre le monde plus sain, plus fort et plus juste. Les orientations politiques présentées au Parlement européen en juillet 2019 reflétaient cette ambition. Elles servent de cadre depuis lors aux travaux que nous menons ensemble et je tiens à remercier aussi bien le Parlement que le Conseil pour leur soutien et leur coopération tout au long de l'année passée.

Depuis le tout début, notre Commission est guidée par l'engagement suivant pris l'an dernier dans les orientations politiques: **«De nouveaux défis et de nouvelles opportunités ne manqueront pas de se présenter, et nous nous adapterons, mais toujours en nous tenant aux principes et aux aspirations»**. Cela résume aussi bien les dix premiers mois de notre mandat que nos travaux de l'année à venir.

Au cours des 100 premiers jours de mandat de la Commission, nous avons jeté les bases du changement systémique dont l'Europe a besoin. Nous avons présenté le pacte vert pour l'Europe —, notre nouvelle stratégie de croissance — et exposé nos projets pour la décennie numérique de l'Europe. Et comme la double transition verte et numérique doit aller de pair avec notre compétitivité, nous avons présenté une nouvelle stratégie industrielle pour renforcer notre marché unique, soutenir les petites entreprises et accroître notre avantage concurrentiel.

Nos travaux étaient déjà bien engagés lorsque le monde a été ébranlé par l'apparition d'un virus dont les conséquences ont été tragiques pour des centaines de milliers de familles. Il a révélé la fragilité de tout ce qui nous entoure, forcé nos populations à se confiner et ralenti nos économies. En réponse, nous avons agi de façon urgente et avec détermination, en faisant jouer la souplesse de nos règles en matière budgétaire et d'aides d'État, en créant l'instrument SURE ou encore en utilisant chaque euro disponible dans nos fonds de l'UE pour sauver des vies et sauvegarder des emplois. Nous avons rapatrié plus de 600 000 citoyens de l'UE bloqués à l'étranger et pris plus de 790 mesures pour gérer la crise sanitaire et économique, allant du soutien aux agriculteurs et aux pêcheurs à l'ouverture de voies réservées.

Notre message, depuis le début, a été que les **pays d'Europe se trouvent ensemble dans cette situation et qu'ils doivent s'en sortir ensemble**. C'est pourquoi la Commission a proposé l'instrument NextGenerationEU et un budget à long terme remanié – une proposition historique et le plan de relance le plus ambitieux de l'histoire de l'Union européenne. Cela aidera nos économies à redémarrer, en mettant l'accent sur l'investissement et les réformes. Je tiens à remercier les co-législateurs de leurs efforts pour parvenir à un accord dans les meilleurs délais afin que les effets sur le terrain puissent commencer à se faire sentir le plus vite possible.

De nombreuses choses ont changé autour de nous, mais pas nos ambitions. Nous assistons en effet à une accélération des mutations qui avaient déjà commencé et l'urgence est d'autant plus grande pour l'Europe d'être aux commandes de cette transformation. C'est une opportunité à saisir, qui ne se représentera pas de sitôt. Nous avons la vision, nous avons le plan, nous avons la vo-

lonté. Et grâce à NextGenerationEU, nous avons désormais les investissements. Tout au long de l'année à venir, nous travaillerons d'arrache-pied avec les États membres pour élaborer les plans de relance et les mettre en œuvre. Cela permettra de faire en sorte que l'Europe se rétablisse dans l'immédiat mais aussi qu'elle façonne l'économie de demain.

Le travail à accomplir pendant l'année à venir consiste bien évidemment tout d'abord à **continuer de gérer la pandémie de façon coordonnée**. C'est plus important que jamais compte tenu de la hausse du nombre de cas que nous observons à nouveau. Les citoyens européens ont fait des sacrifices pour se protéger les uns les autres et nous devons préserver les progrès accomplis. Parallèlement, alors que la reprise économique n'en est encore qu'à ses débuts et reste incertaine, nous devons maintenir le cap pour préserver les avancées obtenues. Il n'est pas encore temps d'arrêter de soutenir nos économies et, au fil de l'année, il nous faudra trouver un équilibre entre aides financières et viabilité budgétaire.

Tout en gérant la situation actuelle, nous commencerons à bâtir l'Union de demain au moyen d'importantes initiatives planifiées pour chacune de nos six ambitions phares. Ces initiatives reflètent la nécessité de retenir les enseignements de la crise et de devancer la forte accélération des mutations afin d'édifier une société plus juste, plus saine, plus verte et plus numérique. Nous concentrerons nos efforts sur le renforcement de notre compétitivité et sur l'amélioration de la résilience de nos économies et de nos industries. La Commission fera en sorte que l'Europe joue son rôle, qui est plus vital que jamais dans ce monde fragile, que ce soit en dirigeant les efforts consentis au niveau mondial pour obtenir un vaccin sûr et accessible, en nouant des partenariats ou en consolidant le système multilatéral fondé sur des règles. Nous ferons preuve d'ouverture chaque fois que ce sera possible mais nous manifesterons plus d'autorité chaque fois que ce sera indispensable.

Ci-dessous figure une liste des grandes initiatives que la Commission entend proposer l'année prochaine — des initiatives qui reflètent également les contributions reçues du Parlement et du Conseil. Cette liste n'est pas exhaustive et elle sera suivie en octobre du programme de travail de la Commission pour 2021, pour lequel j'ai hâte de travailler en étroite collaboration avec vous.

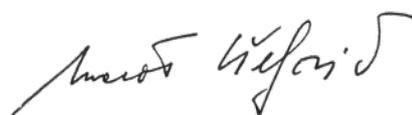
Outre les actions énumérées ci-après, la Commission continuera à mettre en œuvre son programme de travail pour 2020, plusieurs initiatives importantes devant encore être adoptées avant la fin de l'année. Il s'agit notamment du nouveau pacte sur la migration et l'asile, du premier rapport annuel sur l'état de droit et du plan cible en matière de climat à l'horizon 2030, dont l'adoption est programmée dans les prochains jours ou semaines.

Cette lettre d'intention marque également le début du dialogue interinstitutionnel sur nos priorités pour l'année à venir, au sujet desquelles je suis impatiente de discuter avec vous. Nous sommes fermement résolus à renforcer le dialogue avec le Parlement européen et le Conseil.

Le moment est venu pour l'Europe de montrer la voie pour passer de cette fragilité à une nouvelle vitalité.



Ursula von der Leyen



Maroš Šefčovič

PRINCIPALES INITIATIVES NOUVELLES POUR 2021

Un pacte vert pour l'Europe

- Proposition législative relative à la révision du système d'échange de quotas d'émission (SEQE) de l'UE
- Proposition législative relative au mécanisme d'ajustement carbone aux frontières

Paquet «Ajustement à l'objectif 55» (climat et énergie)

- Règlement sur la répartition de l'effort
- Révision de la directive sur les énergies renouvelables, de la directive sur l'efficacité énergétique et de la directive sur la performance énergétique des bâtiments
- Révision du règlement relatif à la prise en compte des émissions et des absorptions de gaz à effet de serre résultant de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie
- Proposition législative visant à lutter contre les émissions de méthane dans le secteur de l'énergie, révision du cadre réglementaire pour des marchés concurrentiels du gaz décarboné et révision de la directive sur la taxation de l'énergie
- Révision de la directive relative aux systèmes de transport intelligents et de la directive sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs
- Règlement établissant des normes de performance en matière d'émissions de CO₂ pour les voitures et les véhicules utilitaires légers et proposition législative relative à l'élaboration de normes d'émission post-Euro 6/VI pour les voitures, les camionnettes, les camions et les autobus
- Proposition législative relative à une initiative en faveur d'une politique des produits durables

Une Europe adaptée à l'ère du numérique

- Communication relative à la décennie numérique de l'Europe: objectifs numériques pour 2030
- Proposition législative relative à une loi sur les données
- Proposition législative relative à une redevance numérique
- Proposition législative relative à une identité électronique européenne fiable et sécurisée
- Initiative visant à améliorer les conditions de travail des travailleurs des plateformes
- Communication sur la mise à jour de la nouvelle stratégie industrielle pour l'Europe
- Réexamen de la politique de concurrence
- Proposition législative relative à l'établissement de conditions de concurrence égales pour tous en ce qui concerne les subventions étrangères
- Plan d'action sur les synergies entre les industries civile, spatiale et de la défense

Une économie au service des personnes

- *Proposition législative relative à un cadre de protection et de facilitation des investissements*
- *Révision des règles prudentielles pour les entreprises d'assurance et de réassurance (Solvabilité II)*
- *Révision de la directive et du règlement sur les marchés d'instruments financiers*
- *Proposition législative en matière de gouvernance d'entreprise durable*
- *Établissement d'une norme de l'UE en matière d'obligations vertes*
- *Proposition d'un ensemble de mesures législatives sur la lutte contre le blanchiment de capitaux*
- *Plan d'action sur le socle européen des droits sociaux, garantie européenne pour l'enfance, nouvelle stratégie en matière de sécurité et de santé au travail, plan d'action pour l'économie sociale*
- *Vers le futur cadre juridique relatif au système de préférences généralisées accordant des avantages commerciaux aux pays en développement*
- *Instrument visant à décourager et contrer les mesures coercitives de pays tiers*

Une Europe plus forte sur la scène internationale

- *Communication conjointe sur le renforcement de la contribution de l'UE au multilatéralisme fondé sur des règles*
- *Communication conjointe sur la politique arctique et la dimension septentrionale*
- *Communication conjointe sur un partenariat renouvelé avec les pays du voisinage méridional*
- *Communication conjointe sur une approche stratégique de soutien au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration des anciens combattants*

Promotion de notre mode de vie européen

- *Proposition législative visant à créer une nouvelle Agence européenne de recherche et de développement dans le domaine biomédical*
- *Proposition législative visant à prolonger le mandat de l'Agence européenne des médicaments*
- *Proposition législative visant à prolonger le mandat du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies*
- *Proposition législative relative à l'espace européen des données de santé*
- *Initiatives de suivi dans le cadre du nouveau pacte sur la migration et l'asile*
- *Stratégie relative à l'avenir de Schengen*
- *Communications sur un programme de l'UE destiné à lutter contre la criminalité organisée et sur la lutte contre le terrorisme*

Un nouvel élan pour la démocratie européenne

- *Stratégie relative aux droits de l'enfant*
- *Proposition législative visant à prévenir et combattre des formes spécifiques de violence sexiste*
- *Propositions visant à étendre la liste des infractions pénales de l'UE à toutes les formes de crimes et de discours haineux*
- *Proposition législative relative à la numérisation de la coopération judiciaire transfrontière*
- *Révision du règlement relatif au statut et au financement des partis politiques européens et des fondations politiques européennes*
- *Communication sur une vision à long terme pour les zones rurales*

L'ÉTAT DE L'UNION 2020

La Commission von der Leyen:
bilan de la première année



RÉALISATIONS

UN NOUVEAU CAP POUR L'EUROPE

Il y a un an, la Commission von der Leyen avait fait une promesse aux Européens: celle d'être courageux et audacieux, chaque fois que nous constaterions la nécessité d'agir au niveau européen. Aux premiers jours de son mandat, la nouvelle Commission a fixé un **cap nouveau et ambitieux** pour l'Union européenne (UE).

Nous avons présenté le **pacte vert pour l'Europe** et ses premiers éléments constitutifs, plaçant notre Union sur la voie de la neutralité climatique. Nous avons présenté un ensemble de mesures visant à faire de l'Europe un leader mondial dans le domaine de l'**innovation numérique**. Nous avons présenté une **stratégie industrielle**, visant à définir une nouvelle voie pour l'industrie européenne à l'heure des transitions écologique et numérique. Dans un contexte géopolitique en mutation rapide, l'Europe a besoin de transformer son économie pour entrer dans l'ère écologique et numérique, et de renforcer sa compétitivité sur la scène mondiale. Nous avons donc établi la plus ambitieuse feuille de route pour atteindre ces objectifs.

Et soudain, la **pandémie de coronavirus** est arrivée, entraînant tragédies humaines, confinements et recul économique. Elle appelait une réponse véritablement européenne et nous avons réagi par la plus grande mobilisation collective de l'histoire de notre Union. Dans un premier temps, la Commission a œuvré à l'organisation d'une **réponse européenne concertée et coordonnée** à la situation d'urgence — se procurer et distribuer les équipements de protection, rapatrier les Européens bloqués et garantir l'accès à un futur vaccin. C'était une situation inédite pour l'Union européenne: nous avons réagi avec vigueur lorsque la santé et la sécurité de nos citoyens appelaient une action de l'Union.



Les travailleurs de première ligne ont accompli leurs tâches avec héroïsme, les citoyens ont accepté de sacrifier une partie de leurs libertés fondamentales, et des mesures inédites ont été prises pour enrayer la propagation du virus.

L'étape suivante a consisté à agir promptement et à relancer notre économie. **NextGenerationEU**, le plan de relance proposé par la Commission, approuvé par le Conseil européen, puis soumis au Parlement européen et à tous les États membres, marque une nouvelle avancée dans l'histoire de l'UE. Il s'agit de la pièce maîtresse du **budget à long terme de l'UE** le plus puissant jamais conçu et, ensemble, ils représentent 1 800 milliards d'euros de force de frappe.

Nous nous sommes adaptés à des circonstances imprévues et dramatiques tout en restant fidèles aux principes et aux aspirations décrits, il y a un an, dans nos orientations politiques.

Pour élaborer ce plan, nous nous sommes adaptés à des circonstances imprévues et dramatiques tout en restant fidèles aux principes et aux aspirations décrits, il y a un an, dans nos **orientations politiques**. La double transition écologique et numérique est désormais d'autant plus au cœur de notre programme, dotée de ressources nouvelles pour accélérer la transformation. Nous ne nous bornons pas à réparer les dommages subis par notre économie: nous construisons en plus solide pour la **prochaine génération**.



1. Les 100 premiers jours

Au cours des 100 premiers jours, la Commission von der Leyen a présenté un ensemble inédit d'aspirations en vue de relever les grands défis qui se posent à notre génération. Depuis le 1^{er} décembre 2019, 64 propositions ont fait l'objet d'un accord avec les autres institutions de l'UE et ont été approuvées par elles. Parmi ces propositions figurent les éléments constitutifs d'une **nouvelle stratégie de croissance pour l'Europe**, articulée autour de trois piliers: le pacte vert pour l'Europe, une Europe adaptée à l'ère du numérique et une économie au service des personnes.

PILOTER LES TRANSITIONS ÉCOLOGIQUE ET NUMÉRIQUE

Le onzième jour de son mandat, la Commission von der Leyen a présenté le **pacte vert pour l'Europe**. Avec cette initiative, l'UE s'est engagée dans

la plus grande transition de l'histoire, en établissant une feuille de route pour faire de l'Europe le **premier continent neutre sur le plan climatique d'ici à 2050**, tout en renforçant la croissance, en créant des emplois nouveaux et de meilleure qualité, et en améliorant le bien-être de la population. Le changement climatique et la dégradation de l'environnement constituent des menaces existentielles pour l'Europe et pour le reste du monde. Pour y faire face, l'Europe a besoin d'une nouvelle stratégie de croissance qui transforme l'Union en une **économie moderne, économe en ressources et compétitive**, qui soit au service des citoyens.

Avec la crise, les défis qui se posent à notre génération — la transition écologique et la transition numérique — ont encore gagné en urgence. La transition écologique ne peut plus attendre. La vague d'investissements que nous sommes sur le point de lancer sera guidée par le **pacte vert pour l'Europe**. De même, la crise du coronavirus et les confinements qui en ont résulté ont montré que l'accès à des **solutions numériques** est essentiel, tant pour les particuliers que pour les entreprises, et que l'absence de telles solutions peut devenir source de nouvelles inégalités.

Une nouvelle stratégie de croissance, articulée autour de trois piliers





Le 14 janvier, la Commission a annoncé le **plan d'investissement du pacte vert pour l'Europe**, destiné à mobiliser des fonds privés pour favoriser la transition écologique. Le plan d'investissement inclut également le **mécanisme pour une transition juste**, qui créera une trajectoire inclusive et prospère. La transition vers la neutralité climatique ouvrira des possibilités et occasionnera des difficultés aux régions et aux secteurs d'activité. Certains en récolteront les fruits immédiatement, tandis que d'autres devront attendre.

En vue d'assurer une répartition plus égale des opportunités, la Commission a proposé de mobiliser au moins **100 milliards d'euros, par le biais du mécanisme pour une transition juste**, pour aider **les régions, les secteurs et les travailleurs** auxquels la transition écologique posera les plus grandes difficultés. Nous ne réussirons que s'il est donné aux citoyens et aux communautés les moyens de devenir des agents de la transition.

Nous ne réussissons que s'il est donné aux citoyens et aux communautés les moyens de devenir des agents de la transition.

Le 4 mars, la Commission von der Leyen a proposé une **législation européenne sur le climat**, afin de convertir les promesses politiques en obligations juridiques. Nous avons pris l'engagement juridique de parvenir à une Union européenne climatiquement neutre d'ici à 2050 et d'instaurer un mécanisme permettant de maintenir toutes les parties prenantes sur la bonne voie.

Le même jour, nous avons lancé une consultation publique sur le **futur pacte pour le climat** pour les régions, les communautés locales, la société civile, l'industrie et les écoles. Ensemble, ces acteurs élaboreront et adopteront une série d'engagements pour induire un changement

de comportement, de l'individu jusqu'à la plus grande multinationale.

Le 11 mars, la Commission européenne a adopté un nouveau **plan d'action en faveur de l'économie circulaire**, en vue d'adapter notre économie à un avenir vert, de renforcer notre compétitivité tout en protégeant l'environnement, et de conférer de nouveaux droits aux consommateurs.

Le deuxième pilier de notre nouvelle stratégie de croissance doit donner une nouvelle impulsion pour faire de l'Europe un leader mondial de l'innovation numérique. Le 81^e jour, la Commission a annoncé son programme destiné à **façonner l'avenir numérique de l'Europe**, qui ouvrira de nouvelles perspectives aux entreprises, tout en privilégiant les technologies fiables pour les citoyens. Ce deuxième pilier englobe tant la cybersécurité que l'éducation numérique, en passant par le calcul à haute performance et la compétitivité mondiale, en incluant deux stratégies spécifiques en matière de **données** et d'**intelligence artificielle**.

La Commission et les États membres ont également défini une approche commune pour assurer la sécurité du **déploiement et du fonctionnement des réseaux 5G dans l'UE**, qui accroîtront la connectivité tout en créant des emplois et des perspectives. On estime¹ qu'à elles seules, l'intelligence artificielle et la robotique pourraient créer près de 60 millions de nouveaux emplois dans le monde au cours des cinq prochaines années.

Les technologies telles que l'intelligence artificielle, les réseaux 5G et les supercalculateurs et ordinateurs quantiques ont la capacité de révolutionner notre mode de vie et de créer des **perspectives nouvelles et stimulantes** pour toutes les industries européennes (par exemple, l'intelligence artificielle pour analyser les symptômes médicaux), en élargissant les possibilités d'emploi tout en accroissant la compétitivité de l'Union à l'échelle mondiale.

Le 20 mai, nous avons présenté une nouvelle stratégie globale en faveur de la biodiversité afin de ramener la nature dans nos vies, ainsi qu'une stratégie intitulée «De la ferme à la table», visant à mettre en place un système alimentaire juste, sain et respectueux de l'environnement. Les deux stratégies se renforcent mutuellement et tissent des liens entre nature, agriculteurs, entreprises et consommateurs, pour construire un avenir durable sans obérer la compétitivité.

¹ <http://reports.weforum.org/future-of-jobs-2018>



Les technologies telles que l'intelligence artificielle, les réseaux 5G, les supercalculateurs et les ordinateurs quantiques ont la capacité de révolutionner notre mode de vie et de créer des perspectives nouvelles et stimulantes pour toutes les industries européennes, en élargissant les possibilités d'emploi tout en accroissant la compétitivité de l'Europe à l'échelle mondiale.

Près d'un quart des robots industriels et de service sont produits par des entreprises ayant leur siège en Europe. Une **approche européenne de la transformation numérique** approfondit nos fondements démocratiques, respecte les droits fondamentaux et contribue à créer une économie durable, neutre pour le climat et économe en ressources. Les citoyens ne peuvent se sentir confiants et maîtres de leur destin que dans un environnement digne de confiance dans lequel ils savent que leur vie privée est respectée.

L'industrie européenne peut montrer l'exemple dans la transition vers la neutralité climatique et le leadership numérique. Le 101^e jour, la Commission von der Leyen a présenté une nouvelle **stratégie industrielle** afin de donner aux entreprises européennes les moyens de réaliser leurs ambitions, tout en renforçant leur compétitivité à l'échelle mondiale.

20 %

de l'économie de l'UE sont constitués d'industries européennes

35

millions d'emplois dans l'industrie

99 %

des entreprises européennes sont des PME

80 %

des petites entreprises exportatrices vendent dans les autres États membres

Personne — femme ou homme, jeune ou âgé, de l'Est, de l'Ouest, du Sud ou du Nord — ne sera laissé pour compte.

Un marché unique davantage intégré et pleinement opérationnel offrirait des perspectives aux entreprises européennes et générerait une croissance annuelle supplémentaire de 183 à 269 milliards d'euros pour l'industrie manufacturière et de 338 milliards d'euros pour les services. Cela représente une augmentation d'environ 12 % du produit intérieur brut de l'UE. Le marché unique est

une véritable réussite. Il continue d'apporter prospérité et perspectives tant aux citoyens qu'aux entreprises de l'Union.

Le **fondement de l'économie européenne** est la capacité de concilier le marché et l'aspect social, la croissance et l'équité, ainsi que l'innovation de rupture et les valeurs séculaires. Le 45^e jour, la Commission a lancé une première phase de consultation des partenaires sociaux — entreprises et syndicats — sur la question d'**un salaire minimal équitable pour les travailleurs** dans l'UE, qui sera le tremplin pour construire une Europe sociale forte pour des transitions justes. Personne — femme ou homme, jeune ou âgé, de l'Est, de l'Ouest, du Sud ou du Nord — ne sera laissé pour compte.



© Wikipedia

DEVENIR LA COMMISSION GÉOPOLITIQUE



Au-delà de sa puissance économique et financière, l'Union européenne possède un atout unique sur la scène internationale: nous sommes un «**pouvoir mobilisateur**» sans égal. Nous nous situons au cœur d'un réseau mondial d'alliances; nous sommes un pilier du **système multilatéral**. Nous sommes capables de réunir de vastes coalitions pour défendre une cause commune et nous savons comment amener des puissances régionales et des nations rivales à s'asseoir autour de la même table.

Nous avons mis ce pouvoir de mobilisation au service de nos amis en détresse et au service du bien commun, pendant les 100 premiers jours de notre mandat et après. Lorsqu'un séisme dévastateur a ravagé l'**Albanie**, nous avons mobilisé l'ensemble de la communauté internationale pour lever des fonds afin de financer l'intervention d'urgence et la reconstruction. Des pays qui, d'ordinaire, ne se parlent pas ont uni leurs forces pour une cause commune.

Lorsque la pandémie a commencé, la nécessité d'une réaction coordonnée à l'échelle mondiale est devenue manifeste et la Commission von der Leyen a exploré de nouvelles façons de mettre à profit le pouvoir mobilisateur de l'UE.

Nous avons travaillé en étroite collaboration avec les institutions multilatérales, les gouvernements nationaux et les organisations non gouvernementales pour réunir des ressources en vue de trouver un traitement et un vaccin. Avec cette coalition internationale très diverse, nous avons lancé

l'**accélérateur d'accès aux outils contre la COVID-19**, une plateforme de coopération mondiale destinée à accélérer la recherche, la mise au point et la distribution équitable de médicaments et, à terme, d'un vaccin. Nous avons travaillé main dans la main avec l'**Organisation mondiale de la santé** et des nations du monde entier, mais aussi avec des acteurs mondiaux de la santé tels que la **GAVI (l'Alliance mondiale pour les vaccins)** et la **Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (CEPI)**, ainsi qu'avec des organisations de la société civile comme Global Citizen. C'était un marathon de la solidarité mondiale et nous étions fiers d'avoir été une force de premier plan pour rendre cela possible.

Tout au long de cette action, nous avons veillé à ce que les traitements et un futur vaccin soient également **accessibles aux pays à faible revenu** qui, autrement, n'auraient pas les moyens de les acquérir. C'est dans cet esprit que nous avons adhéré au mécanisme COVAX, qui vise à garantir à chaque pays du monde un accès juste et équitable à un vaccin. C'est aussi en se préoccupant des autres que l'Europe devient forte.

Depuis le 1^{er} jour, la Commission von der Leyen défend les intérêts et les valeurs de l'Europe sur la scène internationale, en œuvrant à renforcer l'action pour le climat, à désamorcer les différends commerciaux, à résoudre les crises dans notre voisinage et à réformer le système multilatéral.

La présidente von der Leyen a consacré sa première visite à l'étranger à l'Afrique et au siège de l'Union africaine à Addis-Abeba. Le 100^e jour, nous avons présenté une nouvelle «**stratégie avec l'Afrique**» pour porter notre partenariat à un niveau supérieur. Elle a pour ambition d'intensifier la coopération dans les domaines de la croissance durable et de l'emploi; de la transition écologique; de la transformation numérique; de la paix, la sécurité et la gouvernance; et des migrations et de la mobilité.

Le 67^e jour, la Commission a adopté une **nouvelle méthodologie pour les négociations d'adhésion à l'UE**, afin de les rendre



plus crédibles, prévisibles et dynamiques, avec une orientation politique plus forte. Le Conseil européen est ainsi en mesure d'ouvrir les négociations d'adhésion avec l'**Albanie** et la **Macédoine du Nord**, en vue desquelles les projets de cadre de négociation ont déjà été soumis au Conseil par la Commission. Pendant la crise du coronavirus, la Commission européenne s'est montrée pleinement solidaire de nos amis des **Balkans occidentaux**, en leur apportant un soutien immédiat et à long terme et en intégrant ces pays dans de nombreuses initiatives normalement réservées aux États membres.

Avec les dirigeants de nos six **partenaires orientaux**, nous avons adopté une nouvelle liste de priorités qui déterminera la deuxième décennie du partenariat oriental. Ce programme peut accroître la résilience de tout le continent européen face à tous les types de chocs, des crises économiques au changement climatique.

La mondialisation ne fonctionne pas à sens unique. L'UE présente une réforme en profondeur de l'**Organisation mondiale du commerce**, précisément pour que notre Union puisse continuer à tirer parti des possibilités qu'offrent l'ouverture et l'intégration mondiales, tout en corrigeant les points faibles de nos systèmes économiques et politiques.

Nous sommes déterminés à trouver un accord qui réforme le **système de règlement des différends au sein de l'Organisation**. Toutefois, comme le système ne fonctionne pas à l'heure actuelle, la Commission a décidé de renforcer ses règles visant à assurer le respect des accords commerciaux: en cas de litige commercial, nous sommes prêts à recourir à des contre-mesures qui protègent les intérêts européens, dans le plein respect du droit international.

PROTÉGER LES CITOYENS DE L'UNION

Toujours pendant les 100 premiers jours, la Commission européenne a présenté sa **stratégie en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes en Europe**, notamment pour lutter contre les violences et stéréotypes sexistes qui persistent. Cette stratégie définit des actions clés pour la période 2020-2025 et contient l'engagement d'intégrer une perspective d'égalité dans tous les domaines d'action de l'UE.

Protéger les citoyens de l'Union implique de **protéger leur santé**. Avant que la pandémie ne touche l'Europe, la Commission européenne avait lancé dès le 4 février, comme l'annonçaient les orientations politiques, une consultation publique à l'échelle de l'Union au sujet d'un **plan européen de lutte contre le cancer**. Chaque année dans l'Union, un cancer est diagnostiqué chez 3,5 millions de personnes. 1,3 million de personnes par an meurent de cette maladie, alors que des données indiquent que plus de 40 % des cancers pourraient être évités.

Les priorités ont radicalement changé lorsque, dans les semaines qui ont suivi, le coronavirus s'est propagé en Europe et que la pandémie a été déclarée. Le mandat a pris un tour différent, obligeant les dirigeants à affronter une crise sanitaire publique et ce qui deviendrait peu après une crise économique.



L'Europe continue à assumer dans le monde son rôle de partenaire crédible de premier plan en matière de développement et d'aide humanitaire. Notre **approche «Team Europe»**, qui combine les ressources et l'expertise de la Commission européenne, des États membres et des institutions financières de l'UE, a déjà permis de dégager plus de **36 milliards d'euros** pour répondre à la situation d'urgence et aux besoins humanitaires qui en découlent, pour renforcer les systèmes de santé, les systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, et les systèmes de nutrition, et pour atténuer les conséquences économiques et sociales de la pandémie de coronavirus dans le monde.

2. La réaction sans précédent de l'Europe face à une crise inédite



La **pandémie de coronavirus** a ébranlé l'Europe et la Terre entière. Ce qui avait commencé par des cas isolés a rapidement évolué vers une situation d'urgence touchant chaque pays, chaque région et chaque personne. Depuis le début de l'année, près de 150 000 personnes ont perdu la vie dans l'UE à cause de la COVID-19, et bien davantage encore dans d'autres parties du monde.

Mais des centaines de milliers de vies ont été sauvées malgré tout. Si l'Union européenne et ses États membres n'avaient pas agi de manière prompte et résolue pour **protéger les vies et les emplois dans l'Union**, la tragédie aurait été bien plus grande. Les travailleurs de première ligne ont accompli leurs tâches avec héroïsme, les citoyens ont accepté de sacrifier une partie de leurs libertés fondamentales, et des mesures inédites ont été prises pour enrayer la propagation du virus.

L'Europe est devenue le cœur vibrant de la solidarité dans le monde.

L'Europe est devenue le cœur vibrant de la solidarité dans le monde. Les hôpitaux ont accueilli et traité des patients provenant d'autres pays; les États membres se sont regroupés pour acheter des équipements médicaux; des équipes sanitaires

mobiles ont été déployées pour répondre aux besoins les plus urgents; plus de 600 000 citoyens de l'Union bloqués dans un pays tiers ont été rapatriés; et des investissements publics et privés ont été mobilisés aux niveaux européen et national afin de mettre au point un vaccin pour tous dans le monde entier. Cette crise a montré la **solidarité européenne** sous son meilleur jour.

La grande majorité des mesures concernant la santé publique, la mobilité, le tourisme et l'économie visait à affronter directement la crise sanitaire publique immédiate.

La Commission a levé tous les obstacles pour lutter contre la pandémie et ses répercussions économiques: **828 mesures** ont été adoptées depuis le mois de mars, dont 373 décisions sur des aides d'État qui ont apporté un ballon d'oxygène aux entreprises européennes. La grande majorité des mesures concernant la santé publique, la mobilité, le tourisme et l'économie visait à affronter directement la crise sanitaire publique immédiate. Dans le même temps, la Commission s'est employée à rendre nos économies, nos sociétés et notre Union plus résilientes aux défis de demain.

AFFRONTER UNE CRISE SANITAIRE MONDIALE

Sauver des vies était notre priorité première. Nous avons apporté une aide urgente grâce à de nombreux **ponts aériens humanitaires** organisés par la Commission. Nous avons rassemblé les États membres pour qu'ils commandent ensemble des équipements médicaux. Des réserves stratégiques rescEU et des plateformes de distribution ont été mises en place pour constituer une réserve européenne commune d'équipements médicaux vitaux. Le **Centre européen de coordination de la réaction d'urgence** a acheminé des équipements tels que des respirateurs, des masques et des désinfectants vers les États membres qui en avaient le plus besoin.

En outre, l'**instrument d'aide d'urgence** nouvellement créé a permis d'acheter quelque 10 millions de masques pour protéger les travailleurs des services de santé, et de les livrer au cours de l'été en différents lots aux pays qui les avaient demandés. Nous avons envoyé aux hôpitaux italiens de Milan et de Bergame des équipes médicales provenant de tout le continent. Nous avons réduit le prix des **importations de matériel médical** en renonçant aux droits de douane. Nous avons aidé les **scientifiques** à rassembler et à partager leurs données. Nous avons alloué des ressources supplémentaires aux **projets de recherche** les plus prometteurs. Enfin, par l'intermédiaire du **mécanisme de protection civile de l'UE** et de son **centre de coordination de la réaction d'urgence**, nous avons organisé et coordonné 369 vols pour rapatrier quelque 82 000 citoyens de l'UE et 10 000 ressortissants de pays tiers bloqués à l'étranger.

En matière de **santé publique**, l'UE a réussi ce qu'aucun État membre n'aurait pu faire seul. Des lignes directrices sur les méthodes d'essai et sur la libre circulation des professionnels de santé, les dispositifs médicaux et les équipements de protection, ainsi que des applications de traçage des contacts sur une base volontaire ont permis de partager et d'étendre les bonnes pratiques. La «**feuille de route européenne pour la levée des mesures visant à contenir la propagation de la COVID-19**» a défini des principes communs et des mesures d'ac-

compagnement pour sortir du confinement de manière coordonnée.

Conformément à la **stratégie de vaccination** de l'UE, la Commission ainsi que certains États membres négocient activement avec plusieurs concepteurs de vaccins en vue de constituer un portefeuille diversifié de vaccins pour les citoyens de l'Union à des prix raisonnables. Et la **communication de la Commission sur la préparation des systèmes de santé de l'UE à réagir rapidement en cas de nouvelle flambée de COVID-19** présente les principales mesures à prendre dans les mois à venir.

La Commission a préservé l'intégrité du **marché unique**. Lorsque de longues files de camions ont commencé à se former aux frontières intérieures de l'Union, la Commission a créé le **dispositif des «voies réservées»** pour que les biens essentiels puissent franchir rapidement les frontières et elle a agi contre les restrictions d'ordre interne disproportionnées qui créaient de nouvelles pénuries.

Tout au long de la crise, l'UE a communiqué autant d'informations que possible à ses citoyens. L'UE a créé un nouvel outil en ligne — **Re-open EU** —, qui rassemble les informations sur les restrictions en matière de voyage, de transport et de tourisme imposées dans chaque État membre. Des dizaines de millions de personnes en Europe et ailleurs l'ont consulté.

L'Union européenne a en outre été aux avant-postes de la réponse mondiale à la crise. Tout au long de la pandémie, la présidente von der Leyen a maintenu des contacts permanents avec les dirigeants du G20 et d'autres partenaires internationaux. Avec l'**Organisation mondiale de la santé** et de nombreux autres partenaires, nous avons mis en place un nouveau cadre de collaboration — l'accélérateur d'accès aux outils contre la COVID-19 — pour accélérer la **mise au point et la diffusion de vaccins, de traitements et de tests**.

La riposte mondiale au coronavirus, menée par la Commission, a suscité des promesses de dons à hauteur de 15,9 milliards d'euros au total.



La riposte mondiale au coronavirus, menée par la Commission, a suscité des promesses de dons à hauteur de 15,9 milliards d'euros au total.

Le 4 mai, la Commission européenne a lancé une campagne mondiale de récolte de dons qui, à la fin du même mois, avait permis de lever **9,8 milliards d'euros** pour offrir un accès universel à des vaccins, traitements et tests contre le coronavirus à des prix abordables, et pour soutenir les systèmes de santé du monde entier.

Plus tard, le 27 juin, à l'initiative de la présidente von der Leyen associée à Global Citizen, dans un moment historique de solidarité mondiale, le sommet des donateurs «**Global Goal: Unite for our Future**» et son concert ont réuni des artistes, des scientifiques et des dirigeants politiques pour garantir l'accès de tous aux médicaments contre le coronavirus.

Ils ont permis de mobiliser 6,15 milliards d'euros supplémentaires pour offrir un **accès universel, à des prix abordables, aux vaccins**, traitements et tests contre le coronavirus, pour renforcer les systèmes de santé et pour soutenir la relance économique des pays vulnérables.

À ce jour, la Commission européenne a conclu des discussions avec six groupes pharmaceutiques en vue d'obtenir des doses d'un **futur vaccin pour les Européens**.

Dans le cadre de notre action extérieure contre le coronavirus, nous avons toujours agi en tant que «**Team Europe**». Cela signifie que la Commission européenne, les institutions financières de l'UE et les États membres de l'UE ont uni leurs efforts pour atteindre un ensemble commun d'objectifs, exposés dans la communication sur la réaction de l'UE au niveau mondial face à la pandémie de COVID-19, présentée au début du mois d'avril. Une équipe pour une UE plus forte dans les affaires mondiales.

RÉPARER L'ÉCONOMIE ET PRÉPARER L'AVENIR

Ce qui, au départ, était une crise sanitaire publique s'est transformé en choc économique majeur. Afin d'éviter des licenciements massifs, la Commission a mis en place un instrument européen doté de 100 milliards d'euros, destiné à soutenir le chômage partiel – le **soutien à l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence** (SURE).

Pour atténuer davantage l'impact de la crise, la Commission a tenu la promesse faite dans ses orientations politiques et a appliqué toute la flexibilité permise par les règles de l'UE en matière d'aides d'État, et elle a activé pour la première fois la clause dérogatoire générale du pacte de stabilité et de croissance. Les **initiatives d'investissement en réaction au coronavirus** (CRII), à hauteur de 54 milliards d'euros, ont été mises en place en un temps record pour fournir des liquidités aux entreprises et soutenir le secteur des soins de santé.

Les initiatives d'investissement en réaction au coronavirus, à hauteur de 54 milliards d'euros, ont été mises en place en un temps record pour fournir des liquidités aux entreprises et soutenir le secteur des soins de santé.



575 Mrd EUR

Mesures nationales prises au titre de la flexibilité permise par les règles budgétaires de l'UE (clause dérogatoire générale)



100 Mrd EUR

SURE – assistance financière de l'UE en faveur des dispositifs de chômage partiel



70 Mrd EUR

Soutien direct de l'UE, y compris CRII



3 045 Mrd EUR

Mesures nationales en matière de liquidités, notamment les régimes approuvés dans le cadre des règles de l'UE en matière d'aides d'État temporaires et flexibles



240 Mrd EUR

Soutien aux États membres dans le cadre de la crise pandémique (Mécanisme européen de stabilité)



200 Mrd EUR

BEI — Financements du groupe BEI pour les entreprises

Total: 4 200 milliards d'EUR

L'Union européenne et ses États membres ont agi avec détermination pour **aider les travailleurs et les entreprises**. La Commission a déclenché la clause dérogatoire générale du **pacte de stabilité et de croissance** afin de laisser aux États membres la plus grande flexibilité possible, ce qui leur permettra de soutenir chacun — leurs systèmes de santé et leur personnel ainsi que les personnes durement touchées par la crise. Les ressources financières totales mobilisées jusqu'à présent ont atteint **4 200 milliards d'euros**, soit plus de 30 % du produit intérieur brut de l'UE.

L'ampleur de la crise a été telle que, malgré la réaction prompte et résolue des pouvoirs publics, l'économie de l'UE connaîtra une **récession** cette année. Les mesures nécessaires pour endiguer la propagation du virus ont ralenti la vie sociale et la vie économique, qui se sont presque arrêtées dans certains cas. En 2020, l'économie de l'Union devrait se contracter de 8,3 %. Chaque État membre a été touché de manière différente, d'où un risque de divergences entre nos économies. L'impact de cette crise sera néanmoins ressenti par tous.

Le **chômage** devrait atteindre 9 % dans l'UE en 2020, en touchant de manière disproportionnée les femmes, les jeunes, les travailleurs peu qualifiés et ceux occupant un emploi temporaire. La pauvreté, l'exclusion sociale et les inégalités vont probablement s'aggraver, soulignant ainsi l'importance d'une **relance inclusive et équitable** pour tous. L'économie devrait renouer avec une croissance positive en 2021, mais les perspectives sont incertaines et tout dépendra de l'évolution de la situation sanitaire publique. L'UE ne laisse rien au hasard: le plan de relance proposé par la Commission est sans précédent dans sa conception et son ambition.

L'UE ne laisse rien au hasard: le plan de relance proposé par la Commission est sans précédent dans sa conception et son ambition.

Le **plan de relance pour l'Europe** de la Commission réparera les dommages et garantira l'avenir de la prochaine génération. Au Conseil européen de juillet,

les dirigeants de l'UE, sur la base de la proposition de la Commission, ont abouti à un accord sur un ensemble de mesures de relance majeures. Il comprend le **budget à long terme de l'UE** d'un montant de 1 074 milliards d'euros, approuvé par le Conseil européen, sous réserve de l'accord du Parlement européen, auquel s'ajoute un instrument de relance supplémentaire doté de 750 milliards d'euros (**NextGenerationEU**). Il aidera les États membres à amorcer la reprise, facilitera les investissements publics et privés, en donnant la priorité à la double transition, et permettra de tirer des enseignements de la crise.

La Commission empruntera **750 milliards d'euros** sur les marchés financiers et canaliserait les fonds vers les États membres via le budget de l'UE, sous la forme de subventions et de prêts. D'après une simulation modélisée, les investissements mobilisés devraient **relever les niveaux du produit intérieur brut réel de l'UE** d'environ 1,75 % en 2021 et 2022, pour les porter à 2,25 % en 2024. Cette vague d'investissements créera jusqu'à 2 millions d'emplois d'ici à 2022. Une **facilité pour la reprise et la résilience** dotée de 672,5 milliards d'euros soutiendra les investissements et les réformes essentiels dans les États membres, grâce à des subventions et des prêts.

En réinventant son mode de fonctionnement, l'Union européenne redécouvre sa véritable vocation. Nous avons conféré une **force de frappe sans précédent au budget de l'UE**. Nous nous sommes mis d'accord pour profiter de la notation de crédit très élevée dont jouit la Commission européenne afin de lever des fonds qui seront utilisés par tous les États membres, notamment ceux qui en ont le plus besoin mais ont une capacité de dépenses limitée. Ce faisant, l'Union européenne ravive l'idée originale de ses pères fondateurs: la prospérité de chaque pays européen dépend de celle de tous les autres pays européens. **Notre unité est notre force.**

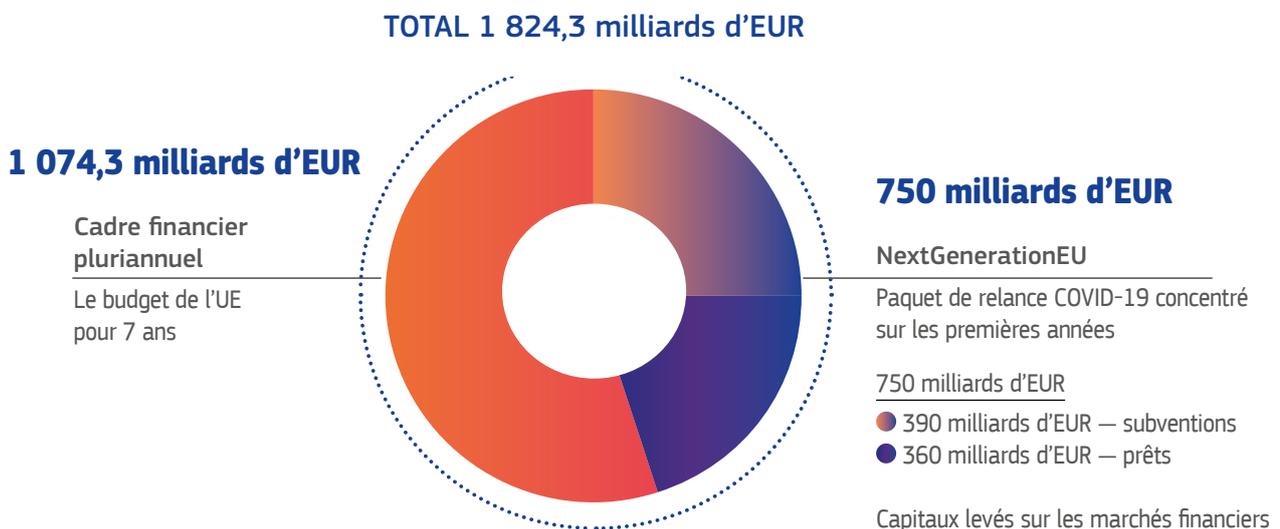


Le **budget 2021-2027** renforcé favorisera les transitions écologique et numérique, en créant une économie plus juste et plus résiliente. Plus de la moitié du budget global servira à **moderniser l'économie européenne**, afin de l'adapter à notre objectif de neutralité climatique en 2050 et à l'ère numérique.

En outre, la Commission a remanié son **programme de travail 2020** pour réagir à la crise. En privilégiant les initiatives qui apportent une réponse immédiate et efficace à la crise, la Commission respecte aussi ses priorités stratégiques.

La prospérité de chaque pays européen dépend de celle de tous les autres pays européens. Notre unité est notre force.

BUDGET GLOBAL 2021-2027



3. Après la pandémie, une Europe meilleure

Avec la crise, les défis qui se posent à notre génération — la transition écologique et la transition numérique — ont encore gagné en urgence. La **transition écologique** ne peut plus attendre. La vague d'investissements que nous sommes sur le point de lancer sera guidée par le pacte vert pour l'Europe. De même, la crise du coronavirus et les confinements qui en ont résulté ont montré que l'accès à des **solutions numériques** est essentiel, tant pour les particuliers que pour les entreprises, et que l'absence de telles solutions peut devenir source de nouvelles inégalités.

Les travaux sur les priorités stratégiques de la Commission n'ont jamais cessé, malgré la pandémie. Le 20 mai, la Commission a présenté une nouvelle **stratégie globale en faveur de la biodiversité** afin de ramener la nature dans nos vies, ainsi qu'une stratégie intitulée «**De la ferme à la table**», visant à mettre en place un système alimentaire juste, sain et respectueux de l'environnement. Les deux stratégies se renforcent mutuellement et tissent des liens entre nature, agriculteurs, entreprises et consommateurs, pour construire un avenir durable sans obérer la compétitivité.

Le 8 juillet, la Commission a adopté les **stratégies de l'UE pour l'intégration du système énergétique et pour l'hydrogène**. Cette dernière vise à transformer en réalité concrète la possibilité de décarboner l'industrie, les transports, la production d'électricité et les bâtiments dans toute l'Europe, grâce à l'investissement, à la réglementation, à la création de marchés et à la recherche et l'innovation. Les travaux visant à parvenir à la neutralité climatique d'ici à 2050 se poursuivent.

L'ambition de la Commission von der Leyen était d'acquérir une dimension **géopolitique**. La pandémie a démontré que cela était plus que jamais nécessaire: l'UE ne pourra se redresser avec succès que si nos partenaires du monde entier se redressent également. La Commission a collaboré étroitement avec les institutions multilatérales, les gouvernements nationaux et les organisations non gouvernementales pour lutter contre la pandémie. Nous avons conduit la **coopération mondiale** afin de réunir des ressources en vue de trouver un traitement et un vaccin. Nous avons été guidés par la conviction que les soins de

santé de qualité doivent être un droit universel, et non le privilège de ceux qui peuvent se les offrir.

La Commission a collaboré étroitement avec les institutions multilatérales, les gouvernements nationaux et les organisations non gouvernementales pour lutter contre la pandémie.

Chaque fois que cela était possible, nous avons cherché des solutions de coopération, et nous n'avons pas hésité à faire preuve de fermeté lorsque c'était nécessaire. Nous avons œuvré à établir nos relations avec la **Chine** sur des bases plus solides, avec davantage de réciprocité et une égalité des conditions de concurrence en matière de commerce, d'investissement et au-delà. Le **sommet UE-Chine** a été l'occasion d'approfondir notre coopération — de la crise du coronavirus à l'action en faveur du climat — et d'aborder nos différends, y compris en ce qui concerne les droits de l'homme et la situation à **Hong Kong**.

Nous avons soutenu l'appel lancé par le secrétaire général des Nations unies en faveur d'un **cessez-le-feu au niveau mondial** et nous continuons à jouer un rôle de premier plan pour mobiliser la communauté internationale sur les situations préoccupantes, en co-organisant de grandes conférences sur le **Venezuela**, le **Soudan** ou la **Syrie**.

La Commission von der Leyen a travaillé sans relâche à la conclusion d'un accord instaurant un nouveau partenariat avec le **Royaume-Uni**. Nous avons adopté une position constructive dans les négociations, en vue d'obtenir un résultat mutuellement bénéfique et de protéger les **intérêts européens**. Dans le même temps, l'application intégrale, dans les délais prévus, de l'**accord de retrait** demeure notre priorité.

L'UE continue à assumer dans le monde son rôle de partenaire crédible de premier plan en matière de développement et d'aide humanitaire. Notre **approche «Team Europe»**, qui combine les ressources et l'expertise de la Commission européenne, des États membres et des institutions financières de l'UE, a déjà permis de dégager plus de **36 milliards d'euros** pour répondre à la situation d'urgence et aux besoins humanitaires qui en découlent, pour renforcer les systèmes de santé, les systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, et les systèmes de nutrition, et pour atténuer les conséquences économiques et sociales de la pandémie de coronavirus dans le monde.

La Commission européenne a placé les **citoyens de l'Union** au cœur de sa prise de décision et elle a défendu leurs intérêts de maintes façons, notamment dans les domaines décrits ci-après.

Elle a adopté, le 24 juin, sa **toute première stratégie de l'UE relative aux droits des victimes**, dont l'objectif général est de garantir que toutes les victimes de la criminalité puissent faire valoir pleinement leurs droits, quel que soit l'endroit de l'UE où l'infraction a été commise. La stratégie vise d'abord à permettre aux victimes de dénoncer les infractions, de demander réparation et, à terme, de se remettre des effets de l'infraction, et ensuite à instaurer une collaboration entre tous les acteurs concernés par les droits des victimes.

Le 1^{er} juillet, la Commission européenne a lancé l'**aide à l'emploi des jeunes**, un tremplin vers l'emploi pour la prochaine génération, axé sur la formation et l'éducation professionnelles, l'apprentissage, l'aide à l'emploi des jeunes et le financement.

La sécurité figure en tête des priorités et des préoccupations des citoyens de l'UE. De la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée à la cybersécurité, en passant par la prévention des menaces hybrides et la résilience accrue de nos infrastructures critiques, la **stratégie de l'UE sur l'union de la sécurité**, dévoilée le 24 juillet, contribuera à renforcer la sécurité dans notre environnement physique et numérique au cours des cinq prochaines années. La Commission a également présenté un nouveau **plan d'action en matière de prévention du blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme**.



La Commission a par ailleurs présenté la première **stratégie européenne de protection des enfants contre les abus sexuels**, dont il est prouvé qu'ils se sont accrus pendant la crise du coronavirus en raison de l'isolement physique et de l'augmentation de l'activité en ligne, ainsi que de nouvelles stratégies de lutte contre les trafics de drogues illicites et d'armes à feu qui alimentent tous deux la criminalité organisée.

La Commission a intensifié la **lutte contre la désinformation, la désinformation et l'ingérence étrangère**, en travaillant avec les plateformes en ligne, la société civile, les universités et les chercheurs. En collaboration avec le Service européen pour l'action extérieure, elle a décrit toutes ces actions, ainsi que les prochaines étapes, dans une communication conjointe. Ces initiatives accroîtront la confiance du public dans l'Union, mais protégeront également les personnes vivant en Europe contre les préjudices économiques et dommages corporels potentiels dus aux escroqueries en ligne et aux faux traitements contre le coronavirus.

L'action de la Commission européenne au cours des douze mois à venir sera déterminante pour les années et les décennies suivantes. La pandémie de coronavirus a montré une fois de plus que **la force de l'Europe réside dans son unité** et que les grands défis qui se présentent à nous dépassent tout ce qu'un pays peut affronter seul.

Les investissements réalisés au titre de nos priorités stratégiques permettront d'**amorcer notre reprise et de construire une Union plus forte** pour la prochaine génération. La Commission persévérera dans les priorités fixées au cours des 100 premiers jours, en particulier la transition écologique et la transition numérique. **NextGenerationEU** et le **nouveau budget à long terme de l'UE** nous doteront des moyens nécessaires pour répondre aux attentes des citoyens. Les mois et les années à venir constitueront un moment charnière dans l'histoire européenne et pour les générations futures.

Les mois et les années à venir constitueront un moment charnière dans l'histoire européenne et pour les générations futures.

Au début de son mandat, la Commission envisageait un avenir vert, prospère et sain. Le moment est venu pour l'Europe de se mobiliser, de concrétiser cet avenir et de répondre aux attentes des citoyens.

CHRONOLOGIE

Légende

| Priorités politiques

| Réponse à la crise du coronavirus

| Négociations avec le Royaume-Uni

2019

DÉCEMBRE



11.12

Lancement du **pacte vert pour l'Europe**, établissant une feuille de route pour faire de l'Europe le premier continent neutre sur le plan climatique d'ici à 2050

2020

JANVIER

8.1

Réunion entre la présidente **Ursula von der Leyen** et le Premier ministre britannique, **Boris Johnson**



14.1

Le **plan d'investissement du pacte vert pour l'Europe** visant à mobiliser les fonds de l'UE et à stimuler les investissements publics et privés nécessaires à la transition vers une économie neutre pour le climat, verte et inclusive

19.1

Conférence internationale de Berlin sur la **Libye**



Le **mécanisme pour une transition juste**, un instrument essentiel pour que la transition vers une économie climatiquement neutre soit équitable, sans que personne ne soit laissé pour compte

21.1

Réunion entre la présidente **Ursula von der Leyen** et le président des États-Unis d'Amérique, **Donald Trump**



Première phase de consultation des partenaires sociaux — entreprises et syndicats — sur un **salaire minimal équitable** pour les travailleurs dans l'UE

31.1

Le **Royaume-Uni** quitte l'Union européenne



29.1

Des réseaux 5G sûrs: la Commission approuve la boîte à outils de l'UE adoptée par les États membres

FÉVRIER

L'UE commence à faciliter le rapatriement des citoyens vers l'Europe, dans le cadre de sa réaction face à la pandémie de coronavirus

4.2

Consultations publiques pour l'élaboration d'un plan européen de **lutte contre le cancer**



3.2

Présentation par la Commission de sa proposition de recommandation du Conseil relative aux directives de **négociation d'un nouveau partenariat avec le Royaume-Uni**

5.2

Nouvelle méthodologie pour les **négociations d'adhésion à l'UE**, visant à les rendre plus crédibles, prévisibles et dynamiques — premier élément de la stratégie d'élargissement renouvelée de la Commission

17.2

L'UE et les donateurs internationaux s'engagent à verser une aide de 1,15 milliard d'EUR pour la reconstruction après le **séisme en Albanie**



19.2

Publication du programme visant à **façonner l'avenir numérique de l'Europe**, d'une stratégie en matière de données et du livre blanc sur l'intelligence artificielle, qui ouvrent de nouvelles perspectives aux entreprises, tout en mettant l'accent sur des technologies fiables pour les citoyens



25.2

La Commission européenne reçoit mandat pour entamer les **négociations avec le Royaume-Uni**



MARS

4.3

Avec la **législation européenne sur le climat**, la Commission propose l'objectif juridiquement contraignant de ramener les émissions nettes de gaz à effet de serre à zéro d'ici à 2050



5.3

Une nouvelle **stratégie en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes 2020-2025** définit des actions clés pour garantir cette égalité en Europe

9.3

Une nouvelle stratégie de l'UE ouvre la voie à un **partenariat avec l'Afrique** renforcé et plus ambitieux



10.3

Une nouvelle **stratégie industrielle** prépare les transformations écologique et numérique de l'industrie européenne



11.3

Un nouveau **plan d'action en faveur de l'économie circulaire** vise à créer une Europe plus propre et plus compétitive



13.3

La Commission demande une réponse économique coordonnée et résolue à la **crise du coronavirus**

La nouvelle **initiative d'investissement en réaction au coronavirus** (CRII) aidera les États membres à financer leurs réponses individuelles

16.3

Un **groupe consultatif sur le coronavirus** rassemble des épidémiologistes et des virologues de différents États membres

Une restriction temporaire est introduite pour les **déplacements non essentiels vers l'UE** (jusqu'au 30 juin)



18.3

La Commission propose de nouveaux **objectifs stratégiques pour le partenariat oriental**

19.3

Un **cadre temporaire** permet aux États membres d'appliquer toute la flexibilité permise par les règles en matière d'aides d'État pour soutenir l'économie dans le contexte de la pandémie de coronavirus

20.3

La clause dérogatoire générale du **pacte de stabilité et de croissance** est activée

23.3

Des «**voies réservées**» sont créées pour assurer la disponibilité des biens et des services essentiels

30.3

Première réunion du **comité mixte UE-Royaume-Uni** sur la mise en œuvre et l'application de l'accord de retrait



26.3

Les membres du Conseil européen donnent le feu vert aux **négociations d'adhésion avec l'Albanie et la Macédoine du Nord**

AVRIL

2.4

Lancement du nouvel instrument de soutien temporaire à l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence (**SURE**) doté de 100 milliards d'EUR

15.4

Une feuille de route européenne pose les jalons en vue d'une **levée commune des mesures de confinement**



20.4

La **réaction de l'UE au niveau mondial** face au coronavirus, pour aider les pays partenaires dans leurs efforts de lutte contre la pandémie — la contribution de l'UE s'élève à 15,6 milliards d'EUR

24.4

Deuxième cycle de négociations sur les relations futures avec le Royaume-Uni

29.4

Train de mesures en faveur du **secteur des transports**



30.4

Mesures en faveur du **secteur agricole**



MAI

4.5

Lors du sommet des donateurs pour la **riposte mondiale au coronavirus**, 7,4 milliards d'EUR sont levés en faveur de l'accès universel aux vaccins, sous la forme de promesses de dons émanant de donateurs du monde entier



EU-Western Balkans
Zagreb Summit
May 2020

6.5

Une vidéoconférence a lieu entre les dirigeants de l'UE et des **Balkans occidentaux**



7.5

Plan d'action pour une politique globale de l'Union en matière de **prévention du blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme**



8.5

Le **pont aérien humanitaire de l'UE** est mis en place pour transporter des travailleurs humanitaires et des fournitures d'urgence vers certaines des zones les plus critiques dans le monde

13.5

La Commission présente des orientations sur la reprise des voyages en toute sécurité et sur la **relance du secteur touristique européen** en 2020 et au-delà

15.5

Troisième cycle de négociations avec le Royaume-Uni

20.5

La **stratégie de l'UE en faveur de la biodiversité à l'horizon 2030** s'attaque aux cinq principales causes de l'appauvrissement de la biodiversité et veille à l'application intégrale de la législation de l'UE

La **stratégie «De la ferme à la table»** vise à assurer la transition vers un système alimentaire durable de l'UE garantissant la sécurité alimentaire et l'accès à des régimes alimentaires sains



26.5

Réunion en vidéoconférence entre les **dirigeants de l'UE et du Japon**



27.5

La Commission présente un nouvel instrument de relance, **NextGenerationEU**, intégré dans un budget de l'UE à long terme puissant, moderne et rénové

JUIN

5.6

Quatrième cycle de négociations avec le Royaume-Uni

15.6

Réunion à haut niveau entre la **présidente von der Leyen**, le président **Michel** et le président **Sassoli**, d'une part, et le Premier ministre britannique, **Boris Johnson**, d'autre part

17.6

Stratégie de vaccination de l'UE

La plateforme internet **«Re-open EU»** est créée pour publier des informations essentielles permettant de rétablir la libre circulation et le tourisme dans toute l'Europe en tenant compte des impératifs de sécurité



Livre blanc relatif à l'**établissement de conditions de concurrence égales pour tous en ce qui concerne les subventions étrangères**



18.6

Vidéoconférence des dirigeants du **partenariat oriental**

22.6

Le 22^e **sommet UE-Chine** a eu lieu par vidéoconférence



24.6

Lancement de la **stratégie de l'UE relative aux droits des victimes** (2020-2025)

27.6

Le **sommet des donateurs «Global Goal: Unite for our Future»** organisé par la Commission européenne et Global Citizen mobilise 6,15 milliards d'EUR de financements supplémentaires pour aider à mettre au point des vaccins, des traitements et des tests contre le coronavirus et pour les rendre accessibles à tous



30.6

Les **dirigeants de l'UE et de la République de Corée** examinent les moyens de favoriser la coopération mondiale pendant la phase de relance économique



Le **rapatriement de près de 78 000 citoyens de l'UE** et de **10 000 ressortissants de pays tiers** vers l'Europe est facilité par le mécanisme de protection civile de l'UE

JUILLET

2.7

Cycle restreint de négociations avec le Royaume-Uni



1.7

Le train de mesures d'**aide à l'emploi des jeunes** repose sur 4 modules: renforcement de la garantie pour la jeunesse, politique de formation, stages d'apprentissage et mesures supplémentaires

La **stratégie européenne en matière de compétences** en faveur de la compétitivité durable, de l'équité sociale et de la résilience définit des objectifs de perfectionnement et de reconversion professionnels pour les cinq prochaines années

9.7

La Commission adopte une communication pour aider les autorités nationales, les entreprises et les particuliers à se préparer aux changements inévitables qui surviendront à la **fin de la période de transition avec le Royaume-Uni**



8.7

Alimenter en énergie une économie neutre pour le climat: une **stratégie de l'UE pour l'intégration du système énergétique** est publiée

Une **stratégie pour l'hydrogène** pour une Europe neutre pour le climat est publiée

La première réunion interinstitutionnelle sur **NextGenerationEU** et le cadre financier pluriannuel 2021-2027 a lieu

15.7

Le **sommet UE-Inde** a lieu par vidéoconférence



21.7

Les dirigeants de l'UE adoptent le **plan de relance et le cadre financier pluriannuel** pour la période 2021-2027

23.7

Sixième cycle de négociations avec le Royaume-Uni

AOÛT

4.8

Dans les heures suivant l'**explosion meurtrière à Beyrouth**, le **mécanisme de protection civile de l'UE** est activé. Vingt États membres de l'UE et pays participants répondent en envoyant une aide d'urgence en nature, dont près de 300 experts en recherche et sauvetage



21.8

Septième cycle de négociations avec le Royaume-Uni

27.8

La Commission signe son **premier contrat avec une entreprise pharmaceutique**, AstraZeneca, qui permettra l'achat d'un vaccin contre la COVID-19 pour tous les États membres de l'UE



31.8

La Commission confirme son intérêt à participer au **mécanisme COVID-19 Vaccine Global Access (COVAX)** destiné à assurer un accès équitable à des vaccins contre la COVID-19 à prix abordable et, dans le cadre de l'action Team Europe, annonce une contribution de 400 millions d'EUR sous forme de garanties pour soutenir le COVAX

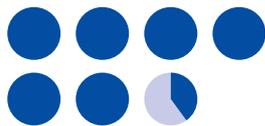
SEPTEMBRE

10.9

Huitième cycle de négociations avec le Royaume-Uni

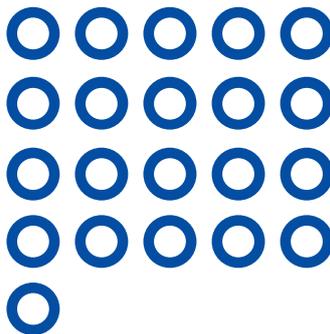
PROPOSITIONS LÉGISLATIVES PRÉSENTÉES DEPUIS LE 1^{ER} DÉCEMBRE 2019

64 propositions
approuvées



210 propositions
à l'examen

(dont 19 dont
le retrait est annoncé)



36 propositions
à l'examen

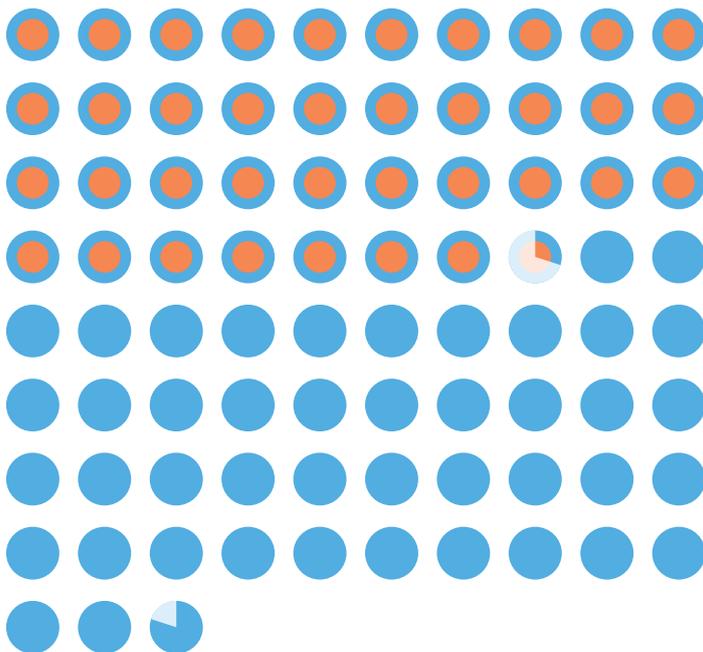
relatives à la réaction
face au coronavirus

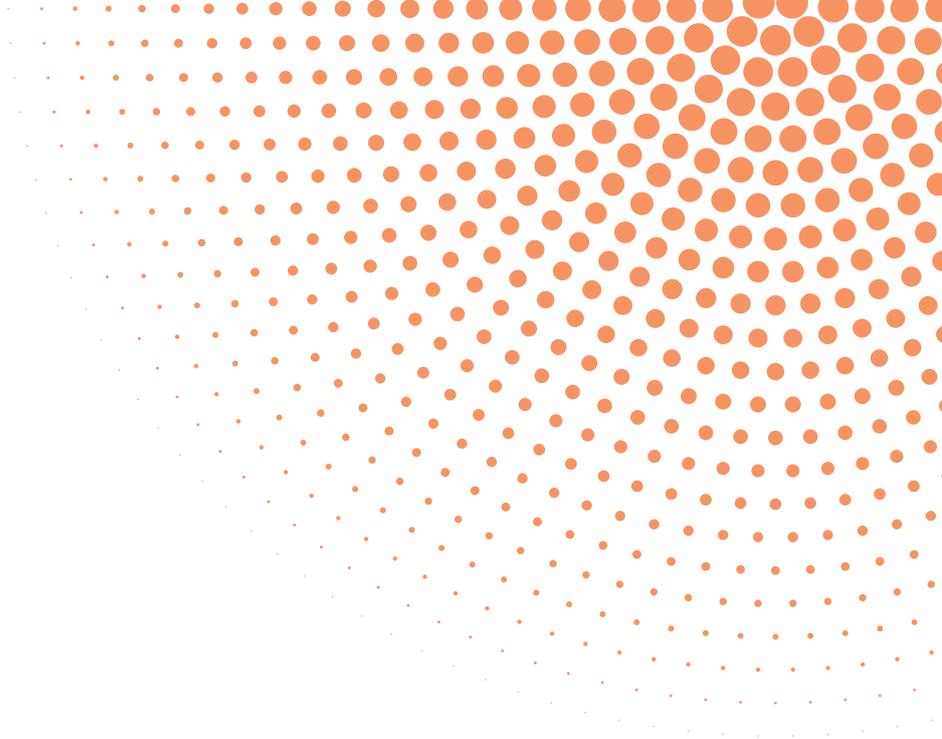


RÉACTION FACE AU CORONAVIRUS

828 décisions

et d'autres actes législatifs ou non législatifs adoptés par procédure orale, écrite ou d'habilitation dont **373 décisions en matière d'aides d'État**





La Commission européenne ne peut en aucun cas être tenue pour responsable de l'usage fait de cette publication en cas de réutilisation.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2020

© Union européenne, 2020



La politique de réutilisation des documents de la Commission européenne est mise en œuvre sur la base de la décision 2011/833/UE de la Commission du 12 décembre 2011 relative à la réutilisation des documents de la Commission (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39).

Sauf mention contraire, la réutilisation du présent document est autorisée dans le cadre d'une licence Creative Commons Attribution 4.0 International (CC BY 4.0) (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>). Cela signifie que la réutilisation est autorisée moyennant citation appropriée de la source et indication de toute modification.

Pour toute utilisation ou reproduction d'éléments qui ne sont pas la propriété de l'Union européenne, il peut être nécessaire de demander l'autorisation directement auprès des titulaires de droits respectifs. L'Union européenne ne détient pas les droits d'auteur relatifs aux éléments suivants:

page 32, icônes - source: flaticon.com;

page 39, icônes - source: flaticon.com;

page 35: rassemblement de protestation à Minsk, Biélorussie - source: Unsplash.com;

page 50 - 27.5, Les bras de papi - source: Unsplash.com;

page 51 - 27.6, Miley Cyrus - source: commons.wikimedia.org.

